Anno 1874. Roma - Martedì, 10 Marzo Num. 59.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE UFFICIALE

Il N. 1821 *(Serie 2ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione fra l'Italia e la Svizzera, firmata a Berna il 23 dicembre 1873, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 14 febbraio 1874, intesa a regolare la congiunzione delle reti ferroviarie italiana e svizzera alla frontiera dal lato di Chiasso e di Pino, e lo stabilimento di stazioni internazionali nelle località di Chiasso e di Luino.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 febbraio 1874

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una convenzione essendo stata conchiusa tra l'Italia e la Svizzera affine di regolare la applicazione della convenzione del 15 ottobre 1869 relativa alla costruzione d'una ferrovia a traverso il S. Gottardo, per ciò che riguarda particolarmente la riunione della rete svizzera con la rete italiana e lo stabilimento delle stazioni internazionali, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Berna addì ventitrè dicembre milleottocentosettantatrè.

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse désirant régler l'application de la convention du 15 octobre 1869 relative à la construction d'un chemin de fer à travers le St-Gothard, en ce qui touche principalement le raccordement du réseau suisse avec le réseau italien et l'établissement des stations internationales, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie: Monsieur le chevalier Louis Amédée Melegari, sénateur du Royaume, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Confédération Suisse;

Le Conseil fédéral de la Confédération Suisse: Monsieur le conseiller fédéral Jean-Jacques Scherer, chef du Département de chemins de fer et du commerce;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Le raccordement de la ligne du St-Gothard avec le réseau italien, du côté de Chiasso, aura lieu à la frontière, sur le tronçon de chemin de fer allant de Chiasso à Como à travers le Monte Olimpino; la cote des rails devra être, au point de raccordement, de mètres 239,130 au dessus de la mer, soit mètres 5,296 au dessus du repère tracé à la partie supérieure du soubassement de la borne frontière placée à l'ouest de la route postale. L'axe, projeté pour une ligne à double voie, doit être maintenu dans la direction indiquée, soit sur le terrain, soit sur le plan ci joint (*A*).

La largeur de la voie, mesurée entre les rebords intérieurs des rails, sera de mètre 1,445. Dans le cas de l'établissement d'une double voie, la distance d'une voie à l'autre, mesurée entre les rebords intérieurs des rails voisins, sera de mètres 2,100, soit de mètres 3,545 d'axe en axe des deux voies.

Les deux Compagnies qui ont à exécuter les lignes de Lugano à Chiasso et de Chiasso à Camerlata, s'entendront au plustôt sur les plans de détail pour la construction du corps de la voie au point de jonction à Chiasso, sauf l'approbation des Gouvernements respectifs.

Art. 2. Le point de la frontière où aura lieu le raccordement de la ligne du St-Gothard avec le réseau italien du côté de Pino, sur la rive gauche du lac Majeure, sera fixé aussitôt que les études préparatoires seront suffisament avancées.

Toutefois, il est dés à présent entendu que la largeur de la voie et celle de l'entre-voie à ce dernier raccordement seront les mêmes que celles qui ont été fixées pour la jonction du côté de Chiasso.

La ligne italienne sur la rive gauche du lac Majeur devra être terminée et mise en exploitation en même temps que le tunnel entre Goeschenen et Airolo.

Art. 3. Il y aura pour chacune des deux lignes Bellinzone-Chiasso-Camerlata et Bellinzone-Pino-Luino une station internationale pour y réunir les services de douane, de poste, de police et le service de police sanitaire des deux Etats, ainsi que celui du télégraphe.

Ces stations seront établies à Chiasso et à Luino.

Art. 4. Les locaux reconnus nécessaires par les Gouvernements intéressés pour les dits services, dans chaque station internationale et entre ces stations et la frontière, seront fournis gratuitement par les Compagnies respectives.

Si, outre ces locaux, il devenait nécessaire d'avoir des logements pour le personnel attaché aux mêmes services les dites Compagnies seront tenues de les fournir; dans ce cas elles auront droit à un loyer représentant le 5 pour cent du capital employé à cet effet, augmenté de l'impôt foncier.

Les frais d'arrangement intérieur, d'éclairage et de nettoyage des locaux seront supportes par les Administrations qui en font usage.

Art. 5. Les conditions auxquelles devront s'effectuer l'exploitation aux stations communes, le changement des locomotives et l'usage, par l'une des Compagnies, de tronçons et de gares appartenant à l'autre, formeront l'objet d'un traité spécial entre les Administrations respectives des chemins de fer. Ce traité devra être approuvé par les deux Gouvernements, auxquels il sera présenté, pour la ligne Lugano-Camerlata au plus tard le 1er juin 1874, et pour la ligne de la rive gauche du lac Majeur, une année au moins avant l'ouverture de cette ligne.

A défaut d'accord entre les deux Compagnies, les conditions qui régleront le service commun seront concertées entre les deux Gouvernements.

Art. 6. L'exploitation doit être organisée de telle manière que, sur le trajet entre la frontière et la station internationale, il n'y ait, ni changement de voiture pour les voyageurs, ni transbordement pour les marchandises.

Le matériel de transport destiné au transit doit être construit de manière à pouvoir, sans difficulté, passer d'un réseau sur l'autre.

Les deux Gouvernements échangeront, immédiatement après la ratification de la présente convention, les communications concernant les dimensions principales qui devront être adoptées pour le matériel du service commun.

Les locomotives et véhicules approuvés par l'un des deux Gouvernements contractants, seront admis sans obstacle sur les lignes situées sur le territoire de l'autre Etat.

Art. 7. Les changements périodiques aux horaires, service d'hiver et service d'été, devront, autant que possible, être arrêtés et mis en vigueur en mêmes temps que ceux d'autres lignes dont le trafic se relie à celui des deux Compagnies dont il s'agit.

Si, pendant la durée d'un service, des modifications devenaient nécessaires, elles devront être portées à la connoissance des deux Gouvernements, aussitôt que possible, avant leur mise en vigueur.

Art. 8. Le plein exercice de la souveraineté demeure réservé à chaque Gouvernement sur les lignes qui impruntent son territoire.

Quant à la police d'exploitation des chemins de fer dont il s'agit, elles sera exercée par les employés des lignes, sous la surveillance de l'autorité compétente dans chaque territoire, et conformément aux prescriptions générales qui y sont en vigueur.

Art. 9. Tout le personnel des chemins de fer est soumis aux lois et ordonnances de police de l'Etat dans lequel ce personnel se trouve.

Les individus qui ont subi des condamnations pour crimes et délits communs ne pourront être employés, ni aux stations internationales, ni sur le lignes de l'Etat dont ils ne sont pas ressortissants.

Art. 10 L'expédition douanière par l'Administration des deux Etats aura lieu exclusivement aux stations internationales.

Il sera accordé, pour les effets et les bagages des voyageurs, toutes les facilités et toutes les simplifications compatibles avec les lois en vigueur.

Les Administrations douanières des deux Etats fixeront par une convention spéciale, et avant l'ouverture de l'exploitation, les formalités de detail à remplir.

Art. 11. Faculté est laissée aux autorités douanières respectives de faire accompagner par des employés, des agents ou des gardes de l'Administration douanière, les trains depuis la station internationale jusqu'à la première station d'arrêt au delà de la frontière.

Les Administrations des chemins de fer sont tenues de fournir, aux stations d'arrêt, les locaux nécessaires à ce personnel, de lui réserver dans chaque convoi de places d'où il puisse surveiller tout le train, et d'accorder gratuitement le transport de retour dans un wagon de 2me classe aux employés revenant d'accompagner un train, et dans un wagon de 3me classe aux agents de la force douanière n'yant pas rang d'officier.

Art. 12. Le Gouvernement Royal Italien consent à ce que les colis des messageries suisses à destination de Milan, ou au delà, ne soient pas soumis à la visite douanière à la frontiere, soit à la station internationale; ils seront plombés et dirigés sans autre formalité sur Milan pour y être soumis aux opérations douanières.

De son côté, le Gouvernement fédéral accordera le même traitement aux messageries provenant de l'Italie et allant à Lugano ou Bellinzone, et au delà.

Des dispositions analogues seront plus tard adoptées pour la ligne de Bellinzone à Luino et pour son prolongement vers Gênes et Turin.

Art. 13. Les rapports auxquels donnera lieu le service des postes, aussi bien en ce qui touche celui des bureaux des stations internationales, que celui des bureaux ambulants sur les lignes dont il s'agit, seront réglés par un accord spécial entre les deux Administrations postales.

Art. 14. L'Administration de la Compagnie du St-Gothard est autorisée à établir, pour le service du chemin de fer, une ligne télégraphique sur la section qui s'étend de la frontière suisse près de Pino jusqu'à la station internationale de Luino, et à installer à cette station et dans les stations intermédiaires un appareil télégraphique spécial.

La même autorisation est accordée à l'Administration des chemins de fer de la Haute Italie pour l'établissement d'une ligne télégraphique de la frontière suisse près de Chiasso, jusqu'à la station internationale de Chiasso, avec droit d'installer à cette station un appareil télégraphique spécial.

Les détails ultérieurs du service des télégraphes seront réglés par un accord spécial entre les Administrations des télégraphes des deux pays.

Art. 15. Les terrains et les bâtiments appartenant aux chemins de fer et placés entre la frontière et l'une des stations internationales, ne seront soumis qu'aux impôts du pays où il se trouvent; il en sera de même pour ce qui concerne les impôts de l'exploitation sur ces mêmes tronçons.

Les employés italiens attachés à la gare de Chiasso seront exemptés en Suisse de toute contribution directe et personnelle; les employés suisses attachés à celle de Luino jouiront de la même exemption en Italie.

Art. 16. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront echangées à Berne le plustôt que faire se pourra

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, en double expédition, le vingt trois décembre mil huitcent soixante treize.

Le Plénipotentiaire de l'Italie
(*L. S.*) **Melegari.**
Le Plénipotentiaire de Suisse
(*L. S.*) **Scherer.**

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta convenzione ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Dato a Roma, addì undici del mese di gennaio l'anno del Signore milleottocento settantaquattro, vigesimo sesto del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

Il Numero DCCCXI (*Serie 2ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visti i Nostri decreti 11 settembre 1864, n. MCCCCLVI, 1° agosto 1871, n. CVIII, 12 luglio 1872, n. CCCLXIII;

Vista la deliberazione 20 dicembre 1873 dell'Amministrazione della Cassa di Risparmio di Torino;

Vista la deliberazione della Deputazione provinciale di Torino del 5 gennaio 1874;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il n. III dell'art. 24 del regolamento organico della Cassa di Risparmio di Torino è modificato nel modo seguente:

Mutui anche senza guarentigie fondiarie alle provincie ed ai comuni posti nel territorio soggetto alla giurisdizione delle Corti di appello di Casale e di Torino.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Napoli, addì 27 febbraio 1874.

VITTORIO EMANUELE.

G. FINALI.

Disposizioni *fatte nel personale dell'Amministrazione carceraria con RR. decreti del 5 febbraio* 1874:

Rutigni Camillo, applicato di 2ª classe, dispensato dal servizio ed ammesso a far valere i suoi titoli per quel trattamento che gli potrà competere a termini di legge.

Accettate le dimissioni volontarie rassegnate dal cappellano Ballero don Rocco.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso.

Secondo le disposizioni contenute nel titolo 3° cap. 3° della legge 13 novembre 1859 n. 3725 è aperto il con-

---

APPENDICE

TROMBETTA

RICORDI DI GIBILTERRA

(Dall'*Inglese*)

(*Cont. e fine* — Vedi numeri 54, 55, 56 e 57)

XI.

Appena fuori di casa, io corsi a chiedere notizie del capitano Pemberton, ed appresi con piacere che, sebbene il suo stato fosse abbastanza grave, pure i medici nutrivano buone speranze di poterlo salvare. Nel tempo stesso venni a sapere che il marito della bella Laura aveva attentato ai propri giorni; ma, se non ne conobbi subito il vero motivo, tenendo a calcolo le varie dicerire che circolavano su quello spiacevolissimo fatto, mi dovetti convincere che Boy vi si era scandalosamente compromesso, lo che non poteva per certo contribuire a fare sì che le signore Vallance lo tenessero nello stesso conto di prima.

Verso il mezzodì io me ne stava seduto al mio scrittoio, quando mi fu portato un biglietto della signora Bertie Vallance, scritto evidentemente alla lesta, e nel quale manifestava il desiderio di vedermi al più presto. Non appena io ebbi sbrigati tutti gli affari di uffizio, mi recai a casa sua, e la trovai profondamente impressionata dalle dicerie che circolavano per la città. La notizia della pretesa uccisione del capitano Pemberton era stata portata in casa Vallance dal fornaio, e riferita alla signora da suoi domestici. La cameriera poi aveva avuto l'imprudenza di comunicarla alle signorine prima di farne parte alla mamma, di modo che questa non aveva potuto attenuare il colpo.

Sulle prime, Amy aveva finto d'essere indifferente, ma poi si era messa a piangere dirottamente, ed il di lei stato ispirava le più vive inquietudini a sua madre.

— Su questo strano ed incomprensibile affare, — soggiunse la signora Vallance, — circolano molte e varie versioni. Potreste voi dirmi quale sia la vera?

— Signora mia, — le risposi, — io credo assolutamente falso che il luogotenente Warleigh e la signora Pemberton abbiano tentato di uccidere il capitano, e ritengo invece per positivo che questi abbia ricorso al suicidio, nella supposizione che sua moglie fosse stata noncurante del proprio onore, supposizione motivata forse dalla troppa intimità che apparentemente esisteva fra la signora Pemberton ed il giovane ufficiale.

— Ma non credete voi che il signor Pemberton sia un visionario, e che giudichi sinistramente sua moglie scambiando i suoi sogni per tante realtà?

— Sì, io credo ch'egli abbia la mania di essere geloso, ma nonostante ciò mi pare assai poco probabile che un uomo ricorra ad un partito sì disperato com'è il suicidio, senza avere la certezza di essere stato disonorato.

— La gelosia è cieca, sorda ed insensata, ed io propendo a credere che, come fece già altre volte, il capitano Pemberton si sia esaltato senza ombra di fondamento.

— A vero dire, ciò mi pare assai improbabile; ma, comunque sia, io prenderò le più minute informazioni in proposito, e vi riferirò tutto quello che avrò saputo.

Uscendo di casa Vallance, incontrai un ufficiale di stato maggiore cui chiesi se sapesse dir nulla di certo sull'affare Pemberton, ed egli mi rispose:

— Se debbo dirvi ciò che credo, non vi tacerò essere io convinto che tutto sia stato conseguenza di un equivoco provocato dalla condotta di quella sventata della signora Laura; ma, se vi preme di saperne più a lungo, il meglio che possiate fare è di rivolgervi a lei, che a quest'ora riceve, e che probabilmente racconterà a tutti come è andata la cosa.

Seguendo il consiglio datomi dal mio collega, io mi recai dalla signora Pemberton, che trovai attorniata da una mezza dozzina di ufficiali, che mi annunziò che suo marito era fuori di pericolo e che aveva già incominciato a mangiare qualche cosa, e che proseguì dicendo con aria di compassione:

— Povero Carlo! egli ha davvero la testa debole ed è un monomane geloso. Questo biglietto che trovò sul tavolo di Warleigh (e me lo mostrava), gli ha fatto credere che io lo ingannassi. È possibile immaginare nulla di più assurdo? Boy credeva che *Trombetta* avesse una malattia di cuore, e me lo ripeteva continuamente. Se mio marito lo avesse saputo, è certo che avrebbe detto che tale malattia era conseguenza del regime di vita a cui avevamo sottoposto il cavallo; e siccome io voleva ad ogni costo evitare i suoi rimproveri, volli approfittare della sua assenza per andare a vedere *Trombetta* in compagnia di Boy. Ecco tutto. *Trombetta* non ha nessuna malattia di cuore, e vedrete che guadagnerà di sicuro. È bensì vero che, se Carlo non si ristabilisce perfettamente, bisognerà che noi ce ne andiamo in Inghilterra prima che sia la stagione delle corse, e questo pensiero mi attrista Ah! è proprio spiacevole l'avere un marito geloso come il mio! È vero che più di una volta egli aveva minacciato di farsi saltare le cervella, o di fare qualche altra sciocchezza simile, ma non credeva che fosse capace di mantenere la sua parola.

Le minuziose e particolareggiate spiegazioni che la signora Laura dava sull'equivoco che avrebbe potuto essere fatale a suo marito, bastarono a convincermi che i dubbii da me espressi nella mattinata erano del tutto infondati, e mi feci una premura di ritornare dalla signora Vallance per comunicarle che io mi era persuaso che, nel fatto a cui erasi attribuita una immeritata gravità, Warleigh non aveva proprio nessunissima colpa, e che la colpa era esclusivamente della leggerezza della signora Laura e del suo biglietto concernente *Trombetta*.

Nella giornata Warleigh venne a trovarmi, e mi confermò tutto ciò che mi aveva detto la signora Laura, soggiungendo:

— Voglio sperare che voi non mi avrete giudicato sinistramente, e che avrete indovinato il vero motivo della mia intimità con la signora Pemberton. Perciò reputo inutile di giustificarmi con voi, ma temo che altri possano essere meno indulgenti a mio riguardo.

— *Altri*, — replicai io, — è una parola troppo generica ed indeterminata, che si applica pure ad una infinità di persone di cui ignorate persino l'esistenza, e l'opinione delle quali vi è del tutto indifferente.

— Occorre forse che io mi spieghi con maggiore chiarezza?

— Se volete parlare della signora Vallance io posso farmi garante della di lei indulgenza, poichè dessa fu la prima a scusarvi.

— Dunque, — esclamò con gioia Warleigh, — in casa Vallance non si prestò fede alle assurde dicerie che mi concernevano?

— La signora Bertie Vallance non vi credette.

— E miss Amy?

— Duolmi il dovervi dire ch'essa è gravemente ammalata.

— Ecco appunto quello ch'io temeva, — esclamò Warleigh visibilmente commosso. — Come rimediarvi? Questo malaugurato scandalo ha contribuito a farmi comprendere come e quanto io l'ami, e vi accerto che, la sola cosa che mi stia veramente a cuore, è di sapere che cosa ella pensa di me, e se continua a credermi tuttora degno di aspirare alla di lei mano.

— Warleigh, — gli dissi dopo averlo ascoltato con attenzione, — parlatemi col cuore alla mano, e ditemi se è soltanto la pochezza dei vostri mezzi di fortuna che vi rattiene dal chiedere la mano di Amy Vallance.

— Vi giuro che non ho nessun altro motivo,

corso all'ufficio di professor titolare della cattedra di storia e geografia nel liceo Gioberti di Torino collo stipendio di lire 2420.

Gli aspiranti dovranno fra due mesi dalla data del presente avviso far pervenire al R. provveditore agli studi di Torino la domanda di ammissione al concorso, il quale avrà luogo per titoli e per esame nell'anzidetta città a forma del regolamento approvato col R. decreto 30 novembre 1874 n. 2043.

Roma, 18 febbraio 1874.

Per il Ministro: Bonfadini.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

2ª Pubblicazione per rettifica d'intestazione.

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per 0[0, cioè:

N. 316593 d'iscrizione sui registri della Direzione generale (corrispondente al n. 153653 della soppressa Direzione di Napoli) per lire 65, al nome di Nuner Emilia fu Consolato, minore, sotto l'amministrazione di Concetta Sofra, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Nunnari Emilia fu Consolato, ecc., vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Firenze, il 20 febbraio 1874.

Per il Direttore Generale
Ciampolillo.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
presso la Direzione Generale del Debito Pubblico

(2ª pubblicazione)

In conformità al prescritto degli articoli 143 e 144 del vigente regolamento approvato con R. decreto 8 ottobre 1870, n. 5943, per la esecuzione della legge 17 maggio 1863, n. 1270, si deduce a pubblica notizia per norma di chi possa averviinteresse, che, essendo stato dichiarato lo smarrimento del certificato di deposito infradescritto, ne sarà, ove non siano state presentate opposizioni, rilasciato il corrispondente duplicato appena trascorsi dieci giorni dall'ultima pubblicazione del presente, la quale, ad intervalli di dieci giorni, verrà per tre volte ripetuta.

Certificato n. 13875, emesso il 9 settembre 1872 da questa Amministrazione, rappresentante il deposito di lire 3, fatto da Simonetti Antonio fu Antonio, per cauzione di due rate della tassa di macinazione per mulino che serve ad uso proprio denominato alla *Vara dei Molin*.

Firenze, addì 11 febbraio 1874.

Il Direttore Capo di Divisione
M. Giachetti.

Per il Direttore Generale
Ceresole.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
presso la Direzione Generale del Debito Pubblico

In ordine al prescritto dell'articolo 146 del vigente regolamento approvato con R. decreto 8 ottobre 1870, n. 5943, si fa noto per tutti gli effetti di ragione che quest'Amministrazione ha provveduto alla restituzione a chi di diritto dei depositi appresso notati, dichiarando divenute nulle e di nessun valore le polizze che li rappresentavano.

Polizza numeri 13785 e 13926, emesse da questa Amministrazione nei dì 30 novembre e 7 dicembre 1872, la prima per lire 2, 500 e la seconda per lire 380 di rendita per depositi fatti da Manzi Davide fu Felice, domiciliato in Milano, a garanzia dell'esercizio della esattoria del mandamento di Gravellona pel quinquennio dal 1873 al 1877.

Firenze, addì 7 marzo 1874.

Il Direttore Capo di Divisione
M. Giachetti.

Per il Direttore Generale
Ceresole.

CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
presso la Direzione Generale del Debito Pubblico

In conformità al disposto dell'art. 75 del regolamento approvato con R. decreto 8 ottobre 1870 n. 5943, si deduce a pubblica notizia per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato dichiarato lo smarrimento dei mandati sottodescritti, ove non siano state fatte opposizioni, un mese dopo la pubblicazione del presente ne saranno rilasciati i corrispondenti duplicati e resteranno di nessun valore i mandati precedenti.

Mandati n. 10333 e 9068 emessi da questa Cassa nel dì 23 novembre 1873, pagabili dalla Tesoreria di Catanzaro, a favore di Colosimo Caterina fu Serafino e di Colosimo Domenico e Serafino fu Francesco, domiciliati in Sersale il primo per L. 2, 442 in restituzione del deposito, ed il secondo per L. 13, 74 in soddisfazione di semestri.

Mandati n. 10334 e 9069 emessi da questa Cassa come sopra, a favore di Mirarchi sacerdote Ferdinando di Pietro, il primo per L. 1000 in restituzione di deposito, ed il secondo per L. 15, 07 in soddisfazione di semestri.

Firenze, addì 7 marzo 1874.

Il Direttore Capo di Divisione
M. Giachetti.

Per il Direttore Generale
Ceresole.

Diffidazione.

La Giunta liquidatrice dell'Asse ecclesiastico di Roma, avendo oggi preso possesso a termini della legge 19 giugno 1873 dei beni del Convento dei MM. Osservanti di S. Bartolomeo all'Isola, avverte tutti coloro che possono avervi interesse che dal giorno d'oggi cessa ogni ingerenza delle case suddette nell'amministrazione sia attiva che passiva dei loro patrimonii e che perciò non riconoscerà alcun atto o pagamento che venisse fatto senza il concorso del suo ricevitore-cassiere per i beni posti nel distretto di Roma, e, per i beni posti fuori, senza quello dei ricevitori del Registro o Demanio dei rispettivi distretti.

L'ufficio del ricevitore-cassiere è posto in Piazza della Maddalena.

Roma 9 marzo 1874.

Per la Giunta
Il Segretario Capo
Masotti.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE VARIE

In questi giorni, scrive la *Lombardia* dell'8, il municipio di Monza ricevette in dono dal nobile Ghirlanda cav. Carlo dei conti Silva un cippo romano, che trovavasi nella di lui villa di Cinisello.

Questo cimelio è interessantissimo per Monza, perchè porta l'iscrizione:

HERCVLI
MODICIA
FES. IVVENI

che attesta come Monza celebrasse in onore di Ercole la festa della gioventù nell'epoca dell'Impero romano.

Il donatore l'offerse col voto che serva quale primo nucleo di un futuro museo monzese, sull'esempio dei musei di Varese e di Como, che si vanno formando col concorso dei privati intelligenti e fortunati possessori di cose antiche o rare.

— Nel decorso mese di febbraio, scrive il *Giornale di Napoli* dell'8 corrente, nel nostro porto entrarono 332 bastimenti (242 nazionali) con 99,793 tonnellate (46,965 su bast. naz.). Ne sono usciti 316 (210 naz.) con 98,327 tonnellate (58,800 su bastimenti nazionali.)

Facendo il paragone col febbraio del 1873 abbiamo nel movimento portuario un aumento, in favore del febbraio 1874, di 38 bastimenti e 28,283 tonnellate.

Gli equipaggi dei bastimenti entrati ed usciti in questo mese raggiunsero la cifra di 13,130 uomini.

— Giovedì passato, scrive il *Rhétien* del 4 marzo, nel mentre che la corriera postale passava per il colle dell'Albula, fu colta da una valanga che trascinò seco due slitte. In una di esse trovavansi il postiglione tirolese ed un viaggiatore. Il postiglione fu soffocato dall'ammasso di neve, ma il viaggiatore non ebbe che una gran paura, ed i cavalli non soffrirono alcun male.

— L'angina difterica, che fa cotanta strage nei fanciulli, e per la quale sembra che la scienza medica sia tuttora inefficace, sarebbe, secondo leggiamo nel *Amilton Spectator*, facilmente guaribile col rimedio trovato per caso da un semplice operaio di Adelaide, nell'Australia Meridionale, di nome Greathead, il quale prescriverebbe quattro goccie di forte acido solforico, infuse in tre quarti di bicchier d'acqua pegli adulti e dose minore pei bambini. L'efficacia di questa cura sarebbe istantanea, poichè l'acido distruggerebbe il germe morboso ed il paziente rigetterebbe l'ostruzione. Fanciulli che si trovavano presso a morire, avrebbero, dieci minuti dopo ingoiato il rimedio, manifestato appetito e desiderio di trastullarsi. Augurandoci che questo semplice rimedio possa realmente portare ai benefici effetti, facciamo voti perchè venga dai medici studiato e provato.

— Lunedì mattina, 2 corrente, scrivono i giornali di Londra, a Blackburn, nella filatura del signor James Thompson, ex-sindaco di quella città, una caldaia fece esplosione, e la maggior parte degli operai che trovavansi intenti al lavoro rimasero sepolti sotto le macerie dell'edifizio. Venti persone rimasero morte sul colpo, e fra queste anche il signor Riccardo Thompson, figlio del filatore. Nel disastro, una trentina di persone riportarono ferite più o meno gravi.

— Al *Daily-News* telegrafano da Nuova York il 28 febbraio che un gravissimo incendio scoppiò a Panama cagionando danni per la ingente somma di un milione di dollari.

— Il professore Ingram tenne recentemente al Museo di Leicester una conferenza spiegando in che modo le piante, soprattutto gli alberi, assorbano dal suolo l'umidità che altrimenti si farebbe spesso sentire sotto forma di esalazioni deleterie.

La vita vegetale sviluppa dell'ossigeno, e libera l'aria dei principii di corruzione, dimodochè la moltiplicazione degli alberi, arbusti e piante erbacee aumenta le qualità vivificatrici dell'aria purificandola. È naturale che l'efficacia non sia la stessa in tutti gli alberi. Secondo la specie è d'uopo adoperarli in modo diverso.

Gli alberi a larghe foglie vellutate non sono adatti per le città: le particole di carbonio che volano nell'aria delle città si attaccano alle foglie rugose e le distruggono completamente. I pini e gli abeti vogliono un'aria purissima. Il tiglio, il platano, l'acero, l'olmo ed il castano sono nel numero delle specie che prosperano nelle città.

Terreni bassi e palustri guadagnano molto allorchè vengono asciugati con la coltivazione di piante.

Per creare ricche vegetazioni nessun sacrificio è grave. La pianta, del resto, afferra ciò che può aiutarla a stabilirsi. Le acque delle cloache di Londra comunicarono una fertilità meravigliosa alle sabbie di Barking Creek.

L'oratore menzionò un fatto, abbastanza bizzarro, che prova la virtù che hanno le piante di risanare l'aria. L'Osservatorio di Washington, negli Stati Uniti, è posto in una palude tanto micidiale, che gli astronomi morivano regolarmente appena arrivati. Dei girasoli furon seminati tutt'attorno, e queste piante pervennero all'apogeo del loro sviluppo nel momento in cui la febbre infieriva. Il risultato dell'esperimento fu che il principio febbrile essendo appunto ciò che occorreva alla pianta, la febbre cessò mentre le piante offrivano l'aspetto più prospero.

Il professore Ingram emise anche l'idea che, l'acqua, in certi pozzi, potrebbe venir garantita contro le catti e infiltrazioni, piantando alberi attorno a questi pozzi.

— L'*Echo agricole* porge agli agricoltori un mezzo radicale ed infallibile (a quanto egli afferma) per distruggere i bruchi, tanto infesti agli alberi delle selve e dei giardini. Fate sciogliere dello zolfo, dice quel giornale, e quando è in fusione tuffatevi degli stracci, che poi lascerete asciugare; fatene degli stoppacci grossi come i due pugni; prendete una forca, fissate gli stoppacci alle due estremità e appiccatevi il fuoco. Se l'albero fosse troppo alto allungate il manico della forca aggiungendovi una pertica. Gli stoppacci bruceranno lentamente, svolgendo un denso fumo; portate la forca in giro all'albero, e allorchè il fumo avrà involto tutti i rami, potete essere sicuri che non vi resterà più un sol bruco. Essi saranno caduti tutti per terra; e siccome non saranno morti, ma semplicemente storditi, bisognerà aver la precauzione di distendere prima sotto l'albero delle lenzuola od altro per raccoglierli. Sono ottimi per le galline che se ne cibano ghiottamente.

— A Janne, nella provincia di Limburgo, scrive l'*Indépendance Belge* del 4 corrente, in una cava di pietre arenarie fu rinvenuto giorni sono un albero pietrificato, del genere conifero, e che, dalla disposizione dei rami, si direbbe un cedro.

La lunghezza del tronco in discorso è di dieci metri e 12 centimetri, e la sua circonferenza varia da un metro e 56 centimetri a centimetri 59. I nodi ed i rami sono bene conservati, e le fibre del legno sono visibilissime.

— Il *Journal du Havre* scrive che a Portsmouth furono di recente fatte interessantissime esperienze con una nuova macchina a induzione elettro-magnetica, destinata a scuoprire, durante la notte, le barche a torpedini che si avvicinano ad un bastimento. In una barca, che trovavasi distante due chilometri dalla *Cometa*, vascello sul quale trovavasi la macchina, si potè leggere benissimo un giornale, quantunque la notte fosse oscurissima. Le correnti elettriche nelle calamite che costituiscono la macchina sono mantenute dalle evoluzioni delle armature, ed il motore è fornito dalla piccola macchina a vapore che serve a sollevare i cannoni di diciotto tonnellate. La velocità dà una tal forza alla corrente che fonde un filo di ferro lungo sei piedi. Le correnti sono alternanti e non già continue, e quella luce sì brillante è prodotta con lieve spesa, poichè il motore è ottenuto mercè una macchina che serve ad altri scopi.

— Il *Journal Officiel* del 5 marzo riceve da Tunisi la seguente notizia relativa al commercio di esportazione avvenuto nei porti della reggenza nel secondo semestre del 1873:

L'esportazione totale, che comprende specialmente gli orzi, i datteri, gli olii, le lane ed i tappeti, fu ufficialmente calcolato ammontasse a 3,374,938 piastre, vale a dire superiore di 1,873,354 piastre alla esportazione totale del secondo semestre del 1872, che fu soltanto di 1,501,584 piastre.

— Non v'ha città al mondo, scrive la *Nuova Stampa Libera*, in cui, nell'estate, siavi maggiore penuria di acqua che a Gerusalemme, la quale trovasi sopra un'altura. Una signora inglese, miss Cauz, fino dal 1870, offrì generosamente al governo turco di far fare a proprie spese tutti i lavori occorrenti affinchè, dallo stagno di Salomonis, distante tre leghe dalla città santa, l'acqua potabile sia portata fino alle porte della città. Il governo turco accettò testè quella generosa proposta, e nell'aprile prossimo venturo la signora Cauz farà mettere mano ai lavori d'incanalatura, che costeranno non meno di 25,000 lire sterline, pari ad oltre 625,000 franchi.

— Siccome, settimane sono, abbiamo fatto parola del dottor Beke, il quale crede di avere scoperto il vero monte Sinai ad una gran distanza dalla montagna che porta quel nome sulle carte geografiche, reputiamo non inutile l'aggiungere che, la scoperta del dottor Beke è molto discussa e combattuta in Inghilterra. In una lettera scritta al *Times*, il signor F. W. Holland afferma che il Jebel-Musa e non già il Jebelen-Nar è il vero monte Sinai; e in un'altra lettera il signor Wilson sostiene che il monte Sinai è il monte situato nella penisola dello stesso nome, poichè tutte le condizioni che resultano dal racconto della Bibbia, secondo lui, stabiliscono perfettamente l'identità del monte Sinai con il Ras Sufsafeh. In quanto alle ossa che servirono ai sacrifizi, alle iscrizioni sinaitiche trovate ed alle tradizioni relative a Moisè, il signor Wilson nega che abbiano l'importanza attribuita loro dal dottor Beke, poichè le ossa calcinate e le iscrizioni sinaitiche trovansi disseminate in tutto il paese.

DIARIO

Nella sua seduta del 6 corrente l'Assemblea di Versaglia ha udito lo svolgimento dell'interpellanza del signor Christophle. L'interpellante accusò il governo di parzialità nei suoi rapporti colla stampa; disse che egli non sollecitava alcun rigore contro i giornali privilegiati; dichiarò di volere unicamente constatare un fatto. Il duca di Broglie rispose brevemente per sostenere che il governo è nel suo diritto a comportarsi come fa. Il conte Rampon formulò un ordine del giorno inteso a dichiarare insufficienti le spiegazioni del governo. Quest'ordine del giorno fu respinto con 377 voti contro 305.

Il resto della seduta venne speso nel continuare la discussione del progetto di legge relativo alle nuove imposte.

La Commissione dei Trenta si è occupata il giorno 6 di una delle più importanti questioni che le sono sottoposte: la questione delle incompatibilità parlamentari. Tale questione si divide in due parti. I militari potranno essi divenire deputati? In quali proporzioni ed a quali condizioni conviene ammettere i funzionari del governo tra i membri dell'Assemblea rappresentativa? I Trenta hanno risoluta la prima delle due questioni. La seconda venne discussa, ma non fu decisa. Quanto ai militari la Commissione deliberò che tutti i militari in attività di servizio od in disponibilità non possano essere eletti deputati. Il *Journal des Débats* giudica eccessiva e troppo rigorosa questa deliberazione almeno per quanto riguarda i militari in disponibilità.

Il generale spagnuolo Izquierdo, capitano generale della Catalogna, pubblicò il seguente proclama:

« La sconfitta sofferta dall'esercito del Nord si è convertita in una vittoria morale, avendo a Madrid conciliato gli animi dei liberali d'ogni gradazione. La Catalogna imiterà Madrid, e la Spagna intiera seguirà quest'esempio. Ovunque si innalzerà lo stendardo nero delle tenebre e dell'assolutismo, i liberali e l'esercito accorreranno offrendo le proprie braccia, il loro appoggio e i loro beni. Nè pace nè tregua! Salviamo la libertà! Il vostro capitano generale si troverà sempre al posto dell'onore e del pericolo, al fianco dell'illustre maresciallo Serrano. »

È confermato officialmente l'arrivo del maresciallo Serrano a Castro-Urdiales.

Del resto, le notizie di Spagna non hanno ancora una grande importanza; il maresciallo Serrano rese una visita al generale Moriones ammalato; quindi passò a rassegna le truppe. I carlisti, ebbri della loro recente vittoria, si aspettano un trionfo definitivo. Ecco, secondo

---

e siccome lo trovo abbastanza futile, non gli darò retta, chiederò la mano di Amy, e, se essa acconsente a sposarmi, io, quantunque non ricco, pure mi considererò come l'uomo più felice che siavi sulla terra.

— Boy, parlate voi seriamente, o non piuttosto sotto l'influenza di una esaltazione momentanea?

— No, colonnello, io parlo con la massima serietà, e mantengo quello che ho detto.

Per provarmi chiaramente la verità delle sue asserzioni, Varleigh voleva andare subito in casa Wallance a patrocinare la propria causa, ma io mi vi opposi perchè un tale passo mi pareva avventato e prematuro, anche perchè Amy non era in istato di ricevere la visita del giovane luogotenente, cui promisi di facilitare la via affinchè potesse parlare ad Amy, e sapere se questa acconsentiva a divenire sua sposa.

Siccome la signora Bertie Vallance era dispostissima ad ascoltare la giustificazione di Warleigh, io non ebbi da faticare molto per dimostrarle che, non solamente i timori di Pemberton erano del tutto infondati, ma che il cuore era del tutto estraneo alle assiduità del luogotenente presso la bella Laura. Io aggiunsi inoltre che Warleigh era innamorato davvero, e che la signora Vallance poteva facilmente supporre chi fosse colei che faceva palpitare il cuore del giovine ufficiale che, al cospetto di certe difficoltà che gli parevano gravi ed insormontabili, aveva procurato di distrarsi dal suo amore, e che, non essendovi riuscito, affrettava con i suoi voti il momento in cui gli fosse concesso di chiedere la mano a cui aspirava.

La signora Vallance, da madre buona e prudente com'era, mi rispose che non era ancora tempo che i due giovani si trovassero faccia a faccia, perchè Amy era assai cagionevole di salute; ma, aderendo alle mie istanze, mi promise però che avrebbe riferite ad Amy tutte le mie parole in difesa di Boy Warleigh, lo che d'altronde era giustissimo, poichè Amy non ignorava nessuna delle assurde accuse che erano state lanciate contro il luogotenente.

Stando così le cose, Warleigh dovette rassegnarsi ad aspettare, ma non aspettò a lungo. sia l'abilità del medico curante o l'effetto di qualunque altra influenza extra-medicale, la salute di Amy andò migliorando di giorno in giorno, e non era per anco trascorsa una settimana ch'io ebbi il piacere di vedere alzata la giovane convalescente, pallida anzichenò, ma sempre bella e graziosa molto. Il giorno dopo, Boy fu avvertito da me che, siccome la salute di miss Amy non ispirava più nessuna inquietudine, gli amici sarebbero stati di nuovo ricevuti con piacere in casa Vallance; e, siccome egli non mi nascose credere che la mia presenza varrebbe a fare sì che si mostrasse meno confuso, io lo accompagnai in quella prima visita. L'amabile accoglienza fattagli dalla signora Vallance contribuì non poco a fargli riacquistare la calma di cui aveva tanto d'uopo, e dopo avere eloquentemente esposte le sue speranze, egli chiese se non avrebbe presto la fortuna di vedere la signorina Amy.

— Da quello che mi avete detto, — rispose la signora Vallance, — io opino sia meglio che la vediate quanto più presto è possibile, e perciò me ne vado a sentire da lei se vi può ricevere.

Pochi minuti dopo, la signora Vallance introduceva Warleigh nel salottino in cui eravi Amy, raccomandandogli soltanto di non prolungare troppo la conversazione, perchè la convalescente non si dovesse stancare. Kate, che era uscita dal salottino insieme a sua madre, traversò la sala ridendo, ed andò a nascondere dietro una tenda il suo leggiadro e furbo visetto. Dal canto nostro, la signora Vallance ed io scambiammo un sorriso, e quindi ci ponemmo a parlare di fiori e di libri nuovi, quantunque la nostra mente pensasse a tutt'altro.

Era trascorso appena un quarto d'ora, quando Warleigh ricomparve con il viso raggiante di gioia, ed io non potei fare a meno di esclamare:

— Ecco realmente un viso da promesso sposo. Warleigh, debbo farvi le mie sincere congratulazioni?

—Oh! mio caro colonnello, — mi rispose Boy tutto commosso, — senza dubbio... vale a dire, io lo credo, quantunque non siavi stata una proposta nè un'accettazione formale.

Una risata di Kate, che stava sempre dietro la tenda, terminò di sconcertare il povero luogotenente, che arrossì, esitò, e finì per dire che voleva ritornare nel salottino per ottenere...

— No, no, — disse Kate uscendo dal suo nascondiglio, — è perfettamente inutile che ritorniate da Amy. Io credo potervi dire che, per quanto non è che questione di formalità, la mamma farà benissimo le vostre veci.

Questo accomodamento pose fine ad ogni imbarazzo. Boy fece subito alla signora Bertie Vallance la domanda della mano di Amy, e siccome la sua domanda fu fatta secondo tutte le regole, non occorre ch'io dica che fu accolta benissimo.

Nello stesso giorno, dopo avere ricordato al mio giovane amico la domanda fattagli l'ultima volta che gli aveva parlato, credetti di dovergliene spiegare l'importanza, apprendendogli che le due figlie della signora Bertie Vallance non erano prive di fortuna, e che avevano invece una buona dote.

È bene tutto ciò che finisce bene, ha scritto un grande poeta, e l'incidente a cui diè luogo la malattia di *Trombetta* non poteva avere più lieto fine di quello che ebbe. Amy e Kate montarono a cavallo ed andarono a spasso accompagnate dal luogotenente Warleigh, dando luogo a molte ciarle, di cui nessuno si preoccupò menomamente.

XII.

Warleigh partì da Gibilterra in aprile, secondo che mi aveva già annunziato; ma, siccome la situazione delle cose era assai cambiata, egli fece ritorno in Inghilterra, ove fu raggiunto pochi giorni dopo dalla famiglia Vallance.

Il chiasso fatto dal tentativo di suicidio del capitano Carlo avendo reso necessario ch'egli cambiasse di residenza, i coniugi Pemberton se ne ritornarono pure in Inghilterra, cedendo ai loro associati la proprietà assoluta di *Trombetta*, che alle corse arrivò uno degli ultimi.

I due sposi vissero come per lo passato fino alla campagna di Crimea, nella quale la signora Pemberton volle seguire il capitano. Un giorno, — giorno nefasto, — la signora Laura vide suo marito orribilmente sfigurato dallo scoppio di una granata, e questi ebbe almeno la consolazione di spirare nelle braccia della sua eccentrica metà.

Qualche tempo dopo, un baronetto ch'era pieno di ammirazione per la bella Laura e per le sue molte eccentricità, le offerse la sua mano, ch'ella fece la sciocchezza di accettare. Il baronetto, che beveva più del dovere, e che era ubriaco un giorno sì e l'altro sì, alle sue cattive abitudini aggiunse pure quella di bastonare spesso e volentieri sua moglie, che è assai probabile rimpianga ogni giorno la morte del povero suo primo marito.

La famiglia Vallance non fece più ritorno a Gibilterra. Boycott Warleigh, dopo il suo matrimonio, continuò a servire nell'esercito, si distinse molto, ed oggi è uno dei più stimati ufficiali superiori dell'esercito inglese. Sua moglie, che è sempre bella, alcuni anni fa lo rese padre di una bambina, della quale io fui il compare. Anche Kate Vallance sposò un ufficiale, e, per non essere da meno delle sue due figlie, anche la signora Bertie Vallance passò a seconde nozze, ma io non fui il felice mortale che fece cessare la sua vedovanza.

(Blackwood's Magazine).

una corrispondenza del *Times*, i progetti del pretendente: farsi incoronare nella cattedrale di Bilbao; prestare giuramento di rispettare le antiche libertà della Spagna e i *fueros* delle provincie basche; prosciogliere gli Spagnuoli dai giuramenti di fedeltà fatti ad altre autorità non dipendenti dal suo governo. Ma finora non sono ancora entrati a Bilbao, e Serrano si accinge a contestarne ad essi validamente l'ingresso, concentrando su quel punto tutte le forze del governo di Madrid, a rischio di lasciare scoperti altri punti del territorio. La situazione è critica anche pel maresciallo Serrano; imperocchè, se è vinto, difficilmente potrà così presto rifarsi; se vincitore, non poche difficoltà egli avrà ancora a sormontare.

Frattanto, secondo recenti dispacci, al partito conservatore non piacque l'ultimo rivolgimento di gabinetto, col quale il maresciallo fu elevato al grado di presidente non responsabile della repubblica, lasciando al generale Zabala la responsabilità colla presidenza del Consiglio. Ma i conservatori malcontenti si tengono cheti, e una vittoria potrà salvare ogni cosa.

Daremo alcuni ragguagli importanti sulla persona di Hussein-Havni pascià, il nuovo granvisir del Sultano Abdul-Aziz: Hussein-Havni pascià non tocca ancora la sessantina. Egli è della scuola di Aali e di Trad pascià, e fece la sua carriera politica sotto i loro auspizi; vale a dire che le sue tendenze sono anzi che no occidentali. Egli è ufficiale distinto; fece la campagna di Crimea sotto Omer pascià, e, come ministro della guerra, diede prove di capacità amministrativa.

È noto che Hussein-Havni pascià, divenendo granvisir, conservò le sue funzioni di seraschiere. Gode fama di uomo probo, ed è dotato di una certa severità di carattere che, combinata colla manifesta fiducia che il Sultano gli dimostra, lo rende un personaggio appropriato all'attuale ordine di cose.

La sessione ordinaria delle Camere rumene fu chiusa; ma una nuova sessione straordinaria fu subito convocata all'oggetto di discutere ancora il bilancio pel 1875, oltre a parecchi altri disegni di legge più o meno importanti, tra i quali è da annoverarsi la legge concernente la ratifica della convenzione pel congiungimento delle strade ferrate rumene colla rete austro-ungarica. Il Parlamento di Bucarest se ne era già occupato nell'anno scorso; ma aveva respinta la convenzione conchiusa tra i due governi; ora i governi si sono accinti a modificare la convenzione, la quale verrà ripresentata sotto una nuova forma davanti alle Camere rumene.

La maggior parte della sessione ora terminata si è aggirata intorno alla discussione di due leggi importanti: una legge municipale, e una legge che introduce alcune modificazioni nella legislazione penale. La legge municipale sollevò a Bucarest contestazioni analoghe a quelle avvenute, ora non è molto tempo, nell'Assemblea di Versailles. Dovranno i sindaci essere nominati dal governo? Potranno i medesimi essere scelti fuori dei Consigli municipali? La Camera rumena dei deputati rispose affermativamente al primo quesito, negativamente al secondo; anzi, relativamente a questo secondo punto, la Camera aggiunse una disposizione restrittiva, a' termini della quale il governo dovrà scegliere il sindaco tra quei consiglieri municipali che ebbero maggior numero di suffragi. Del resto, il governo aveva aderito a questo emendamento. Un articolo, che provocò un vivo e lungo dibattimento, fu quello concernente i residenti di nazionalità estere; trattavasi cioè di decidere se i medesimi potranno prendere parte alle elezioni municipali e se saranno eleggibili. Vi era chi opinava di sì, giudicando che i residenti stranieri, siccome partecipano agli aggravi comunali, dovessero parimente concorrere all'amministrazione del comune. Ma questa opinione non prevalse per ragioni conformi a principii generali di diritto pubblico. Vi fu chi volle giovarsi di quest'occasione per privare gli israeliti di certi diritti municipali loro guarentiti da una legge del 1864. Ma l'emendamento proposto a questo oggetto fu respinto.

Riguardo alla modificazione del Codice penale, questa mirava soprattutto a mutare la competenza nel giudicare di certi reati, cioè a portare davanti al tribunale correzionale alcuni reati che finora erano di competenza della Corte d'assise. Questa riforma mirava principalmente a sottrarre i processi di stampa al verdetto dei giurati. Venne notata più volte la licenza eccessiva di parecchi giornali rumeni, incoraggiata dalle sistematiche assolazioni pronunziate dal giurì. Ne risultò uno stato di cose che nè i privati nè le autorità potevano tollerare, essendo così quelli come questi l'oggetto di impunite diffamazioni e calunnie. Non mancarono alcuni che allegavano questo disordine per proporre la soppressione del giurì, non solamente rispetto alla stampa, ma eziandio rispetto alla giustizia criminale in generale, che, secondo loro, dava gli stessi frutti. Ma al male denunziato il governo si contentò di rimediare parzialmente mediante il progetto di legge suaccennato, che toglie al giurì la competenza pei reati di stampa. Questo disegno di legge riuscì approvato da ambedue le Camere del Parlamento rumeno.

Senato del Regno.

Ieri il Senato del Regno ha proseguita e condotta a termine la discussione del progetto di legge di iniziativa del senatore Torelli, portante l'obbligo ai comuni di coltivare o di alienare entro un dato termine i beni incolti di loro proprietà. Il progetto fu approvato. Venne poi approvato il progetto relativo alla leva sui nati del 1854. Contemporaneamente allo squittinio segreto dei vari progetti di legge approvati si è proceduto alla nomina per schede di un membro della Commissione di sorveglianza della Giunta liquidatrice dell'Asse ecclesiastico. Il senatore Chiesi riferì intorno a varie petizioni. L'ordine del giorno essendo esaurito, il Presidente chiuse la seduta colla dichiarazione che i signori senatori saranno convocati a domicilio.

Camera dei Deputati.

Nella tornata di ieri si continuò la discussione dello schema riguardante la difesa dello Stato, e ne furono approvati l'articolo primo e due paragrafi del secondo. Presero parte alla discussione i deputati Cerroti, Fincati, Perrone, Tenani, Borruso, Di Masino, Bertolè-Viale, Corte, Di Gaeta, Farini, Sella, Morini, il relatore Maldini e i Ministri della Guerra, della Marina e dei Lavori Pubblici.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI NAPOLI

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 20 marzo 1874 alla nomina di ricevitore del lotto al banco n. 280 nel comune di Succino, provincia di Caserta, con l'aggio lordo medio annuale di lire 2415 28.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo, corredata dai documenti comprovanti i requisiti voluti dall'articolo 135 del regolamento approvato con R. decreto 24 giugno 1870, n. 5736, nonchè i titoli di pensione o servizio accennati nel successivo articolo 136 qualora ne fossero provvisti.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte nel mentovato regolamento sul lotto.

Napoli, addì 27 febbraio 1874.

Per il Direttore Compartimentale
P. BARBALONGA.

AVVISO

di concorso al posto vacante di maestro di geografia e storia e che deve provvedersi nel Real Collegio di Musica di Napoli.

È aperto il concorso nel suddetto R. collegio al posto vacante di maestro di geografia e storia con l'annuo stipendio di lire 1000.

Il concorso è per titoli e per esame, e le domande debbono essere corredate della fede di nascita e di moralità rilasciata dall'autorità dell'ultimo domicilio del ricorrente, e dovranno essere inoltrate al presidente il Consiglio direttivo del collegio, non più tardi del 14 marzo corrente anno.

I titoli debbono comprovare la valentia dell'aspirante come maestro di geografia e storia.

L'esame (a porte chiuse) si farà nel locale del collegio nei giorni 17 e 18 marzo del corrente anno e comincierà alle ore 9 antimeridiane.

Il primo giorno svilupperà per iscritto un dato quesito relativo alla geografia e storia.

Il secondo esame sarà orale intorno alle stesse materie.

Tutti i temi degli esami saranno estratti a sorte alla presenza dei candidati.

Il risultato dell'esame si determina con i punti da 1 a 10 per ogni esaminatore, e si divide in due categorie, cioè: *eliggibile - non eliggibile*. Per essere eliggibile fa d'uopo riunire quattro quinti del totale dei punti per ogni esame.

Napoli, 28 febbraio 1874.

Il Segretario: F. BONITO.
Il Presidente: cav. D. PALADINI.

R. COLLEGIO DI MUSICA DI NAPOLI

Avviso.

È aperto il concorso in questo collegio per 3 posti di alunni convittori a piazza franca distribuiti nei seguenti rami di studi principali, cioè:

1 *Canto* — 2 *di Violino.*

I relativi esami d'idoneità degli aspiranti saranno dati il 20 marzo anno corrente, colla continuazione nei giorni seguenti, se sarà necessario, alle ore 9 antimeridiane nel locale del collegio.

Per norma dei giovani e dei loro genitori e rappresentanti si trascrivono qui sotto gli articoli dei vigenti regolamenti concernenti gli alunni a posto gratuito.

Per l'ammissione al convitto è necessario presentare al Presidente del collegio una domanda corredata dei seguenti documenti:

Fede di nascita;

Attestato di vaccinazione o di vaiuolo naturale sostenuto;

Attestato di buona costituzione fisica;

Gli alunni dovranno essere cittadini italiani, ed istruiti negli elementi della musica e delle lettere;

L'età loro è determinata fra i dodici e i quattordici anni, purchè in questo ultimo caso il giovane sia tanto innanzi allo studio della musica da poter compiere il suo corso a 20 anni; eccettuati gli alunni di canto, i quali saranno ammessi anche ad un'età maggiore, quando abbiano voce sviluppata e formata, e potranno rimanere in collegio fino agli anni 23, per effetto di parere favorevole della Commissione esaminatrice ed approvazione del Consiglio direttivo.

Potranno anche nel modo medesimo essere esentati dalle condizioni di età i giovani che dimostrassero un merito ed una capacità straordinaria per la musica.

Dovranno altresì avere un corredo sufficiente di biancheria per la persona propria e pagare alla loro entrata per una volta tanto lire centoventi.

Napoli, 28 febbraio 1874.

Il Segretario F. BONITO.
Il Presidente CAV. D. PALADINI.

Dispacci elettrici privati

(AGENZIA STEFANI)

PESTH, 9. — Ieri nel sobborgo Neupest avvennero alcuni seri disordini, in occasione della sepoltura di un macellaio suicidatosi nella prigione.

La plebaglia, eccitata dalla voce che il suicidio sia stato provocato da maltrattamenti che quell'individuo avrebbe sofferto da parte degli agenti della pubblica forza, si riunì dinanzi al palazzo del municipio minacciando di demolirlo.

Dopo alcuni tentativi per disperdere l'attruppamento, la pubblica forza fu costretta ad intervenire colle armi da fuoco. Vi furono quattro morti e parecchi feriti gravemente.

PESTH, 9. — Ieri, durante i disordini, molti vagabondi diedero fuoco al palazzo del municipio. I pompieri, accorsi ad estinguerlo, furono da essi cacciati con colpi di pietre. Soltanto verso mezzanotte, dopo l'intervento di alcune truppe, i pompieri hanno potuto estinguere il fuoco.

VIENNA, 9, *Camera dei deputati.* — Continua la discussione delle leggi confessionali.

Dopo i discorsi di due oratori generali eletti per abbreviare la discussione generale, il ministro dei culti, prendendo la parola, dichiarò che questo progetto di legge non è punto un atto di violenza contro la Chiesa cattolica; che il governo non può tollerare che si abusi della religione per farla servire a maneggi pericolosi per lo Stato e non può permettere che i servi di Dio divengano i mandatari della opposizione. Soggiunge che il governo non ha l'intenzione di muovere una guerra contro la Chiesa, ma bensì di regolare i suoi rapporti, affinchè essa possa compiere liberamente la sua sacra missione senza ledere i diritti inviolabili dello Stato.

Questo discorso del ministro è accolto con frenetici applausi.

Il presidente del ministero, principe d'Auersperg, dichiara quindi, in risposta alle minacce dell'opposizione la quale disse che non intende di obbedire a questa legge, che il governo farà rispettare la legge energicamente.

Anche questa dichiarazione è accolta con applausi frenetici.

Il progetto è quindi approvato nella discussione generale per appello nominale con 224 voti contro 71.

VERSAILLES, 9. — L'Assemblea nazionale approvò con 364 voti contro 325 l'imposta sui trasporti a piccola velocità.

PARIGI, 9. — L'imperatrice Eugenia spedì a Emilio Ollivier una lettera di ringraziamento.

LONDRA, 9. — Un telgramma da Berlino al *Daily News* dice che i recenti discorsi di Moltke e di Bismarck hanno prodotto in Russia una qualche agitazione e che ne risultò una viva polemica fra i giornali di Berlino, di Mosca e di Pietroburgo.

Borsa di Firenze — 9 *marzo.*

Rend. ital. 5 0[0	69 15	nominale
Id. id. (god. 1° luglio 73	— —	
Napoleoni d'oro	23 07	contanti
Londra 3 mesi	28 73	»
Francia, a vista	114 60	»
Prestito Nazionale	67 —	nominale
Azioni Tabacchi	883 —	»
Obbligazioni Tabacchi	— —	
Azioni della Banca Naz. (nuove)	2155 —	»
Ferrovie Meridionali	458 —	»
Obbligazioni id.	220 —	»
Banca Toscana	1525 —	»
Credito Mobiliare	853 1[2	fine mese
Banca Italo-Germanica	261 —	»
Banca Generale	— —	

Ferma.

Borsa di Vienna — 9 *marzo.*

	7	9
Mobiliare	240 75	239 25
Lombarde	157 —	156 75
Banca Anglo-Austriaca	144 —	137 50
Austriache	320 —	320 50
Banca Nazionale	968	970 —
Napoleoni d'oro	8 88 1[2	8 90
Cambio su Parigi	44 —	44 15
Cambio su Londra	111 35	111 70
Rendita austriaca	73 70	73 75
Id. id. in carta	69 75	69 70
Banca Italo-Austriaca	40 50	40 25
Rendita italiana 5 0[0		— —

Borsa di Parigi — 9 *marzo.*

	7	9
Prestito francese 5 0[0	94 85	94 90
Rendita id. 3 0[0	60 35	60 65
Id. id. 5 0[0	— —	— —
Id. italiana 5 0[0	62 20	62 25
Id. id.	— —	— —
Consolidato inglese	— —	92 5[16
Ferrovie Lombardo-Venete	350 —	350 —
Banca di Francia	3750 —	3780 —
Ferrovie Romane	68 —	69 50
Obbligazioni Romane	177 —	176 —
Obbligaz. Ferr. Vitt. Em. 1863	186 —	— —
Obbligaz. Ferrovie Meridionali	— —	— —
Cambio sull'Italia	12 3[4	12 3[4
Obbligaz. della Regia Tabacchi	482 —	480
Azioni id. id.	792 —	791 —
Londra, a vista	25 23 1[2	25 24
Aggio dell'oro per mille	— —	— —
Banca Franco-Italiana	— —	— —

Borsa di Londra — 9 *marzo.*

	6	9
Consolidato inglese	92 3[8	92 1[4
Rendita italiana	61 3[4	61 5[8
Turco	39 3[4	40 3[4
Spagnuolo	19 —	19 —
Egiziano (1868)	72 3[8	72 3[8

Borsa di Berlino — 9 *marzo.*

	7	9
Austriache	191 3[4	192 —
Lombarde	92 1[4	92 1[4
Mobiliare	144 1[2	143 3[4
Rendita italiana	61 5[8	61 3[4
Banca Franco-Italiana	—	— —
Rendita turca	39 3[8	39 3[4

Dopo Borsa: Mobiliare 143 5[8 — Austriache 192 — — Lombarde 92 1[8.

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 9 marzo 1874, ore 16 20.

Il barometro è sceso fino di 5 mm. nel nord e nel centro della penisola, nel golfo di Napoli ed in Sardegna, e rimase stazionario altrove. Mare calmo o mosso. Venti deboli di sud. Cielo nuvoloso o coperto, piovoso in Liguria ed a Malta. Ieri e iersera forte perturbazione magnetica a Roma ed a Moncalieri. Le pressioni sono diminuite anche nell'Europa occidentale e settentrionale. Il tempo sarà vario al cattivo, e venti forti agiteranno assai il mare in molti punti del Mediterraneo.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

Addì 9 marzo 1874.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.	*Osservazioni diverse*
Barometro	768 0	767 2	765 6	764 8	(Dalle 9 pom. del giorno prec. alle 9 pom. del corrente)
Termometro esterno (centigrado)	2 6	10 3	10 4	7 7	TERMOMETRO Massimo = 11 7 C. = 9 3 R. Minimo = 1 9 C. = 1 5 R.
Umidità relativa	86	71	70	63	Pioggia in 24 ore = 0^{mm},1
Umidità assoluta	4 76	6 85	6 57	4 92	Gocce di pioggia verso la mezzanotte, sul meriggio e alle ore 2 pom.
Anemoscopio	N. 0	SE. 3	S. SE. 6	S. 2	
Stato del cielo	9. strati brina	0. poche gocce	2. nuvolo	7. pochi strati	Magneti - Stretto il Declinometro. Crescenti il Bifilare e il Verticale.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 10 marzo 1874.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	CONTANTI Lettera	CONTANTI Danaro	FINE CORRENTE Lettera	FINE CORRENTE Danaro	FINE PROSSIMO Lettera	FINE PROSSIMO Danaro	Nominale
Rendita Italiana 5 0[0	2 semest. 74	—	68 90	68 80	— —	— —	— —	— —	—
Detta detta 3 0[0	1 aprile 74	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Prestito Nazionale	1 ottob. 73	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Detto piccoli pezzi	»	—	— —	— —	—	— —	— —	— —	—
Detto stallonato	»	—	— —	—	— —	— —	— —	— —	—
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0	»	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Certificati sul Tesoro 5 0[0	1 trimest. 74	537 50	521 —	520 —	— —	— —	— —	— —	—
Detti Emiss. 1860-64	1 ottob. 73	—	73 45	73 40	— —	— —	— —	— —	—
Prestito Romano, Blount	»		73 50	73 45	— —	— —	— —	— —	—
Detto Rothschild	1 dicemb. 73	—	72 20	72 15	— —	— —	— —	— —	—
Banca Nazionale Italiana	1 genn. 74	1000	— —	—	— —	— —	— —	— —	—
Banca Romana	»	1000	1675	1650	— —	— —	— —	— —	—
Banca Nazionale Toscana	»	1000	—	—	— —	—	— —	— —	—
Banca Generale	»	500	—	— —	443 50	442 50	— —	— —	—
Banca Italo-Germanica	»	500	259 —	258 —	— —	— —	— —	— —	—
Banca Austro-Italiana	»	500	— —	— —	— —	— —			—
Banca Industriale e Commerciale	»	250	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Azioni Tabacchi	»	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Obbligazioni dette 6 0[0	1 ottob. 73	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Strade Ferrate Romane	1 ottob. 65	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Obbligazioni dette	1 luglio 73	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
SS. FF. Meridionali	—	500	—	—	— —	— —	— —	— —	—
Obbligazioni delle SS.FF. Meridionali	—	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Buoni Merid. 6 0[0 (oro)	—	500	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Società Anglo-Rom. per l'illuminazione a gaz	—	00	355 —	354 —	— —	—	—	— —	—
Gas di Civitavecchia	1 genn. 74	5[illegible]0	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Pio Ostiense	—	430	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Credito Immobiliare	—	500	— —	—	— —	— —	— —	— —	—
Compagnia Fondiaria Italiana	..	250	— —	— —	— —	— —	— —	— —	—
Rendita Austriaca	—		— —	— —	— —	— —	—	—	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Ancona	30	— —	— —	— —
Bologna	30	— —	— —	— —
Firenze	30	— —	— —	— —
Genova	30	— —	—	— —
Livorno	30	— —	— —	— —
Milano	30	— —	— —	— —
Napoli	30	— —	— —	— —
Venezia	30	— —	— —	— —
Parigi	90	—	—	— —
Marsiglia	90	113 70	113 50	— —
Lione	90	— —	—	—
Londra	90	28 75	28 73	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	—	— —	—
Trieste	90	— —	— —	—
Oro, pezzi da 20 franchi		23 07	23 03	— —
Sconto di Banca 5 0[0				

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti del 5 0[0: 1° semestre 1874 71 20, 71 15, 12 1[2 cont.; 71 42 1[2, 40, 37, 32, 30, 25 fine.

Cert. emiss. 1860/64 73 40.
Banca Generale 443 50, 443.
Banca Italo-Germanica 258, 59 cont.; 260 fine.
Soc. Anglo-Romana per l'ill. a gas 354 cont.

Il Sindaco: A PIERI.
Il Deputato di Borsa: P. PERETTI.

Situazione della Banca Nazionale nel Regno d'Italia

a tutto il giorno 14 febbraio 1874.

ATTIVO.

Numerario in cassa L.	88,524,226 81	130,167,399 70
Esercizio delle Zecche dello Stato »	41,643,172 89	
Stabilimenti di circolazione per fondi somministrati (R. decreto 1° maggio 1866) L.		39,550,250 »
Portafoglio »		266,291,603 07
Anticipazioni »		46,549,771 25
Tesoro dello Stato (legge 27 febbraio 1856) »		104,929 91
Tesoro dello Stato. — Conto mutuo di 950 milioni in biglietti (leggi 11, 21 agosto 1870, 16 giugno 1871 e 19 aprile 1872 »		790,000,000 »
Tesoro dello Stato. — Conto mutuo di 50 milioni in oro (legge 11 agosto 1870) »		50,000,000 »
Tesoro della Stato. — Conto anticipazione statutaria (Regi decreti 1° ottobre 1859 e 29 giugno 1865) »		» »
Conversione del Prestito Nazionale, conto in contanti »		43,380,570 72
Fondi pubblici applicati al fondo di riserva »		20,000,005 »
Immobili »		7,743,539 02
Effetti all'incasso in conto corrente »		443,331 68
Azionisti, saldo azioni »		50,000,000 »
Debitori diversi »		19,501,270 50
Spese diverse e tasse »		2,946,945 50
Indennità agli azionisti della cessata Banca di Genova »		355,555 50
Depositi volontari liberi L.	314,329,059 51	862,339,950 90
Depositi obbligatori e per cauzione »	548,010,891 39	
Obbligazioni dell'Asse Ecclesiastico in cassa »	20,971,795 »	225,214,045 »
Dette presso la Banca Nazion. Toscana »	1,108,740 »	
Dette presso l'Amministrazione del Debito Pubblico »	203,133,510 »	
		L. 2,554,589,167 75

PASSIVO.

Capitale L.		200,000,000 »
Biglietti Banca in circolazione — per conto proprio della Banca L.	333,184,863 60	1,162,735,113 60
id. delle finanze dello Stato »	790,000,000 »	
somministrati agli stabilimenti di circolazione »	39,550,250 »	
Fondo di riserva »		20,000,000 »
Tesoro dello Stato conto corrente — disponibile L.	2,391,986 69	4,093,710 51
non disponibile »	1,701,723 82	
Conti correnti (disponibile) »		8,934,037 91
Conti correnti (non disponibile) »		36,844,184 95
Biglietti all'ordine a pagarsi (articolo 21 degli Statuti) »		8,011,720 78
Dividendi a pagarsi »		29,078 »
Mandati e lettere di credito a pagarsi »		4,410,280 76
Pubblica alienazione delle obbligazioni Asse ecclesiastico »		767,265 74
Creditori diversi »		17,663,480 67
Risconto del semestre precedente »		2,032,411 87
Benefizi del semestre in corso »		1,463,887 06
Depositanti di oggetti e valori diversi »		334,197,550 90
Ministero delle Finanze c[titoli depositati a garanzia de'mutui »		753,356,445 »
		L. 2,554 589,167 75

Roma, addì 26 febbraio 1874.

Il Direttore Generale:
BOMBRINI.

Il Commissario Governativo presso la Banca Romana, incaricato dell'ispezione dal Ministero:
G. MIRONE.

1283

FEA ENRICO, Gerente.

ROMA — Tipografia Eredi Botta, via de' Lucchesi, 4.

AVVISO. 1053

(2ª pubblicazione)

Si rende noto per gli effetti di legge che il tribunale civile di Sassari, con sua ordinanza del 15 gennaio 1874, ha riconosciuto i signori conte di San Placido don Giacomo Manca Ledà, don Carlo, don Luigi Manca Ledà, don Paolo Righini, come legittimo amministratore della figlia donna Maria, della fu donna Angelina Manca Ledà, don Alberto Manca Fresco, don Andrea Passino, e Antonio Sanna Manca di Sassari, eredi della fu marchesa di Busachi donna Stefania Manca Ledà, ed a termini degli articoli 79 e seguenti del R. decreto 8 ottobre 1870, numeri 5942 e 778 e seguenti del Codice di procedura civile ha autorizzato la Direzione Generale del Debito Pubblico dello Stato di operare il tramutamento della rendita tutta intestata alla signora marchesa di Busachi donna Stefania Manca Ledà, nonchè quella intestata agli aventi diritto della successione nel modo seguente:

1° Il certificato num. 23484, della rendita di lire 170 del Debito Pubblico irredimibile del 21 agosto 1838, a favore di Antonio Sanna Manca, del vivente avvocato Salvatore, domiciliato a Sassari, per la quotità di lire 160 di rendita, ed a favore di Manca Ledà don Giacomo conte di San Placido, e marchese di Busachi, domiciliato a Cagliari, per la quotità della rendita di lire dieci il certificato numero 373, del Debito Pubblico redimibile, della rendita di lire 54 e 41 a favore del detto conte San Placido e l'altro certificato di questo stesso Debito Pubblico, della rendita di lire 683, spedito in capo agli aventi diritto all'eredità della suddetta marchesa di Busachi, dietro annullamento del certificato d'iscrizione num. 1107 e precedente num. 871, non che gli altri certificati del Debito Pubblico irredimibile, e del consolidato cinque per cento numeri 45772, della rendita di lire 240; 58787, dell'annua rendita di lire 5. Autorizza la spedizione dei mandati della somma dovuta dalla stessa Amministrazione del Debito Pubblico, per la concorrente di lire 1580 a favore di don Alberto Manca Fresco e per Alberto, e per egual somma di lire 1580 a favore di don Andrea Passino, del vivente Raffaele, e per tutte le di più somme dovute a favore di don Giacomo Manca Ledà conte di San Placido.

Sassari, 11 febbraio 1874.

Il cancelliere del tribunale
V. Pirisi.

ORDINANZA. 757

(3ª pubblicazione)

Il tribunale civile e correzionale di Benevento con ordinanza del 29 gennaio 1874, emessa in camera di consiglio, sul rapporto del presidente delegato, ed uniformemente alla requisitoria del Pubblico Ministero, ordina ai rappresentanti il Debito Pubblico del Regno italiano, che la rendita di lire 65, iscritta in testa a Luigi Pastore fu Angelo, come dal certificato segnato sotto il num. 158364, sia cambiata in cartelle al portatore, e pagata agli eredi del defunto Luigi Pastore, signori Giovanni, Bartolomeo e Pasquale Pastore.

Benevento, 6 febbraio 1874.

Lodovico Jannotti
procuratore dei detti fratelli Pastore.

TRAMUTAMENTO 790
DI CERTIFICATI DI RENDITA

SUL DEBITO PUBBLICO.

(3ª pubblicazione)

Con decreto 23 dicembre 1873, registrato a debito dal cancelliere per la somma di lire 15, il R. tribunale civile in Brescia ha autorizzato la Direzione del Debito Pubblico a convertire in titolo al portatore il certificato 28 gennaio 1873, n. 90444, della rendita di lire 300, col godimento dal 1° gennaio 1873, intestato a Cogi Pietro fu Cristoforo di Brescia, e spettante per successione legittima per 66/108 alla di lui figlia Emma Cogi fu Pietro, e per gli altri 42/108 alla vedova Colosio Luigia-Lucrezia, maritata in secondi voti con Orazio Cogi di Brescia, coll'attribuzione delle frazioni minori di lire 5 di rendita al piede maggiore, ed a rilasciare tutta la rendita suaccennata all'avv. Tovini Giuseppe, quale curatore speciale della sunnominata Emma Cogi, affinchè sia da esso alienata al corso di Borsa, e prelevata la somma occorrente per estinguere alcune passività ereditarie, la rimanente sia divisa nelle suaccennate proporzioni tra la figlia Emma Cogi e la sua madre Colosio Lucrezia, e la parte spettante alla figlia sia di nuovo impiegata in rendita intestata alla stessa.

Tanto si porta a pubblica notizia per gli effetti degli articoli 82 e seguenti del regolamento sul Debito Pubblico 1870.

DELIBERAZIONE 779

(3ª pubblicazione)

L'anno mille ottocento settantatrè, il giorno diciassette settembre,

In nome di Sua Maestà Vittorio Emanuele II per grazia di Dio e per volontà della Nazione Re d'Italia,

Riunitosi il tribunale civile di Salerno nel primo periodo feriale in camera di consiglio, presenti i signori Ilario Niutta vicepresidente, Gaetano Belli e Francescantonio Guerritore giudici;

Letta la domanda ed i documenti ad essa relativi;

Vista la requisitoria del Pubblico Ministero di cui si adottavano le considerazioni;

Il tribunale, deliberando in camera di consiglio, udito il rapporto del giudice relatore uniformemente alla requisitoria del Pubblico Ministero, fa dritto alla domanda e per l'effetto dichiara che i richiedenti Alfonso e Carlo Cirillo fu Gennaro, e Gennaro Cirillo fu Raffaele sono gli unici e soli eredi dei coniugi Gennaro Cirillo Seniori, e Rosa Accardi.

Così deliberato a Salerno oggi suddetti dì, mese ed anno. — I. Niutta. — Antonio Mannelli.

Per copia conforme
Il segretario Di Lallo.

1122 AVVISO.

(2ª pubblicazione)

Il tribunale di Avellino, in data 17 novembre 1873, ordina che la rendita di lire 80, intestata al defunto Gaetano Pesapane fu Cesare, sotto il n. 82639 del certificato, sia pagata in cedole al portatore a Teresa Mesce. Per la esecuzione delega l'agente di cambio Palmerindo de Monaco.

Salvatore D'Apreda.

AVVISO.

(3ª pubblicazione)

Il tribunale civile di Voghera con decreto 21 gennaio 1874 ha autorizzata la Direzione Generale del Debito Pubblico ad operare il tramutamento in rendita al portatore del certificato num. 113104, dell'annua rendita 5 per 0[0 di lire 160, creata con legge 20 luglio 1861, al nome del teologo D. Alessandro Boldorini di Casteggio, passato per successione in proprietà al di lui nipote Pietro Fantoni pure di Casteggio.

Casteggio, 27 gennaio 1874.

836 Avv. Alessandro Vandoni.

SUNTO DI DECRETO.

(3ª pubblicazione)

Il tribunale civile di Mondovì con decreto delli 19 gennaio 1874 ha autorizzato la signora Anna Cuniberti vedova in prime nozze del già esattore Giuseppe Rebaudengo, ed ora moglie autorizzata di Venerando Bracco, come legale amministratrice delle minori di lei figlie di primo letto Maria e Catterina Rebaudengo, a tramutare in cartelle al portatore i certificati del Debito Pubblico, consolidato 5 0[0, n. 22658, della rendita di lire 110; n. 22660, rendita lire 205; n. 22661, rendita lire 35, intestati tutti a Rebaudengo Giuseppe fu Giuseppe, caduti nell'eredità del defunto succitato Rebaudengo, per gli usi in esso decreto determinati.

908 Venerando Bracco.

AVVISO.

(2ª pubblicazione)

Il tribunale di Napoli omologa nell'interesse dei minori Miranda i due istrumenti di divisione, e vendita del 23 dicembre 1873; dichiara in forza del detto istrumento di divisione spettare alla signora Maria Giuseppa Pizzorusso l'ammontare dei due certificati di rendita in testa del fu Cosmo Miranda, l'uno di lire 85 col n. 29278, e l'altro di lire 30 col n. 84679, con facoltà alla medesima e di tramutarli in cartelle al portatore e intestarne a sè la rendita. Così deliberando, Napoli, 6 febbraio 1874.

1065 Salvatore d'Apreda.

DELIBERAZIONE. 1128

(2ª pubblicazione)

Su domanda dei signori D. Cosimo Fortunati di Clemente, e D. Giacinto Petroni di Ponzano, il tribunale civile di Roma con deliberazione del dì 19 febbraio 1874 ordinava alla Direzione del Gran Libro del Debito Pubblico di tramutare in cartella al latore il certificato di rendita iscritta num. 68126, di annue lire 215, intestato a Merlini D. Giovanni del fu Luigi, vincolato per sacro patrimonio del medesimo; e consegnare la medesima ai richiedenti Cosimo sacerdote Fortunati e Giacinto sacerdote Petroni.

Avv. Andrea Capo.

ESTRATTO DI DECRETO.

(2ª pubblicazione)

Si fa noto che il tribunale civile di Padova con decreto 5 giugno 1873 accordava a Giuseppe e Maria Casanova fu Pietro la restituzione delle ricevute della R. Cassa del fondo d'ammortizzazione del Monte Lombardo-Veneto numero 15065-595 per austr. L. 1200, e numero 17607-198 per austr. L. 800, datate a Milano, la prima li 12 gennaio 1852, e l'altra il 24 luglio 1856, al nome Casanova Pietro.

Lì 13 febbraio 1874.

1038 Giuseppe Casanova.

AVVISO.

(3ª pubblicazione)

Il tribunale civile e correzionale di Napoli, in 5ª sezione, con deliberazione del 22 dicembre 1873, deliberando in camera di consiglio, sulla relazione del giudice delegato e le uniformi conclusioni del Pubblico Ministero, omologa in tutte le sue parti l'istromento di transazione del dì 7 novembre 1873 per notar Mazzitelli di Napoli, interceduto fra i coniugi signori Maria Mansonj ed Antonio Miceli, il signor Palmerindo de Monaco ed i coniugi signori Maria de Balzo ed Achille Alepson. - Nicola Fazzi procuratore.

11 febbraio 1874.

838 Nunzio Damiano proc.

ESTRATTO DI SENTENZA.

(3ª pubblicazione)

Il tribunale di Napoli con sentenza del 28 gennaio 1874, la 1ª sezione, intesi i procuratori delle parti ed il Pubblico Ministero nelle sue orali uniformi conclusioni, pronunziando al seguito di precedente sentenza sulla domanda prodotta dal signor Innocenzio Rocco con atto del 5 corrente mese ed anno, provvede come appresso: 1° Omologa il rapporto dei periti Vitolo, Salerno e Russo, depositato a 2 dicembre decorso anno, nonchè il verbale di massa, per la divisione della eredità del comm. Giovanni Rocco, redatto innanzi al notaio d'Acci, ed ordina che, a norma degli stessi, si proceda agli ulteriori atti della divisione; 2° ordina che la Direzione Generale del Debito Pubblico del Regno, dei seguenti certificati di rendita: a) N. 32562, di annue lire 210; b) N. 33799, di annue lire 1060; c) N. 36836, di annue lire 3145; d) N. 36842, di annue lire 1060; e) Num. 37766, di annue lire 4270; f) N. 66072, di annue lire 10 — tutti a favore di Rocco Giovanni fu Marco — dei seguenti: g) Num. 135139, di annue lire 2120; h) N. 135997, di annue lire 500; i) N. 137690, di annue lire 175, a favore di Rocco Innocenzio, Francesca, Marco e Maria fu Giovanni, minori, sotto l'amministrazione del tutore Raffaele Fusco — e dei seguenti: l) N. 148521, di annue lire 190; m) Num. 148716, di annue lire 2100, a favore di Rocco Innocenzio, Francesca, Marco e Maria fu Giovanni, minori, sotto l'amministrazione del tutore Nicola Fusco; ne formi un certificato di annue lire 1855, a favore di Rocco Francesca fu Giovanni, minore, sotto l'amministrazione del tutore signor Fusco Nicola; un altro di annue lire 1855, a favore di Rocco Maria fu Giovanni, minore, sotto l'amministrazione del tutore sig. Fusco Nicola; ed un altro di annue lire 5035, a favore di Rocco Marco fu Giovanni, minore, sotto l'amministrazione del tutore signor Fusco Nicola; e le rimanenti lire 6095 di rendita le consegni in tante cartelle al portatore al sig. Innocenzio Rocco fu Giovanni. — Le suddette operazioni saranno fatte a cura dell'agente di cambio signor Giuseppe Saraco. Le spese di questo incidente a carico della massa da tassarsi dal giudice delegato. La presente si esegua non ostante appello. 758

R. Tribunale Civile di Ravenna.

(3ª pubblicazione)

Sopra istanza avanzata da Ghinassi Maria fu Antonio, Fenati Michele, Maria e Catterina, tutti domiciliati nella provincia di Ravenna, il sullodato tribunale ha pronunciato il seguente decreto:

Visti gli articoli 2 della legge 11 agosto 1870, num. 5784, allegato D, 102, 103, 105, 106, parte seconda, 107 del regolamento per l'Amministrazione della Cassa dei depositi e dei prestiti, approvato con R. decreto 8 dicembre 1870, n. 5043, 781 del Codice di procedura civile,

Autorizza Ghinassi Maria fu Antonio, Fenati Michele, Maria e Catterina fu Lorenzo, nella qualità di eredi intestati di Ghinassi Giovanni, a ritirare dalla Cassa dei depositi e prestiti di Torino le lire mille (L. 1000), come alla polizza n. 6084, ottemperando a quanto è prescritto dagli articoli 102 e seguenti del regolamento 8 ottobre 1870, n. 5943.

Così decretato a Ravenna, oggi 20 luglio 1873.

Pel tribunale il pres. E. Manaresi.

776 Grossi canc.

DELIBERAZIONE. 768

(3ª pubblicazione)

Sulla istanza dell'avv. signor Isidoro Luigi Capo, qual esecutore testamentario della fu Maddalena Fossataro, il tribunale civile di S. Maria Capua Vetere, in seconda sezione, con deliberazione resa in camera di consiglio nel 20 giugno 1873, ordina alla Direzione del Gran Libro del Debito Pubblico italiano di tramutare nel seguente modo l'annua rendita di lire 330, contenuta nei due borderò intestati a Maddalena Fossataro fu Gaetano, sotto i numeri 134970 e 52837, cioè per lire 110 in favore di Rachele Fossataro fu Francesco, per altre lire 110 in pro di Gabriele Vitullo fu Gennaro, per lire 55 in beneficio di Caterina Fossataro fu Gaetano, e per le residuali lire 55 in usufrutto a favore di Luisa Fossataro fu Gaetano, e nella proprietà a favore della detta Caterina Fossataro.

S. Maria Capua Vetere, li 8 febbraio 1874.

Isidoro Luigi Capo

DECRETO.

(3ª pubblicazione)

Il tribunale civile e correzionale di Mantova ha autorizzato la Direzione Generale del Debito Pubblico a trasferire e rilasciare a Berizzi Catterina del fu Giuseppe di Bergamo, libera da ogni vincolo, la rendita di lire 15 inscritta sul certificato n. 32656 a favore di Gorni Marsilio Luigi di Giuseppe, e la somma di lire 1500 o l'equivalente della stessa che fu depositata presso la già I. R. Cassa del fondo d'ammortizzazione del Regno Lombardo-Veneto come da ricevuta emessa a Milano il 24 aprile 1858, n. 18614.

Mantova, il 29 gennaio 1874.

744 Dott. Carlo Vitali not.

MINISTERO DELLE FINANZE — Direzione Generale delle Gabelle — Mod. n° 1.

INTENDENZA DI FINANZA DI LIVORNO

AVVISO D'ASTA.

Dovendosi dare in appalto la rivendita di generi di privativa in Livorno, n° 3, situata in via Lami, si fa noto che il suo esercizio, per un quinquennio a datare dall'assunzione del medesimo secondo le norme stabilite nei capitoli d'onere, verrà, a termini del regolamento annesso al R. decreto 15 giugno 1865, messo all'incanto sopra il seguente prezzo, e deliberato all'estinzione della candela vergine a favore del migliore offerente nell'ufficio, all'ora e nel giorno sotto specificati.

Ogni offerta di aumento non potrà essere minore di lire dieci.

Chiunque vorrà essere ammesso all'incanto dovrà presentare un certificato di buona condotta, spedito dal sindaco del comune in cui egli risiede.

Il titolare, appaltatore o commesso d'altra rivendita s'intenderà escluso dal concorrere all'incanto, ed egli dovrà tenersi responsabile delle conseguenze che a termini dei regolamenti gliene deriveranno, qualora vi concorresse malgrado tale divieto.

Il quaderno dei capitoli d'onere trovasi depositato presso quest'ufficio ed il magazziniere di sali e tabacchi di Livorno; e ciascuno ne potrà prendere cognizione.

È fissato il termine di giorni quindici successivi a quello del deliberamento per la presentazione in carta bollata all'ufficio predetto dell'offerta d'aumento non minore del ventesimo del prezzo deliberato. Trascorso tale termine, che si dichiara scadere al mezzodì del giorno sottoindicato, non si ammetterà più alcuna offerta.

Gli accorrenti all'incanto e reincanto per causa del ventesimo dovranno fare prima di presentarsi all'asta il deposito di una somma pari al decimo del provento brutto della rivendita che si dà in appalto. Appena avvenuto il deliberamento verrà il suddetto deposito restituito agli accorrenti, all'infuori di quello del deliberatario, il quale non potrà ritirarlo se non dopo aver adempito le seguenti prescrizioni.

Chiunque volesse adire all'asta per conto di una terza persona, dovrà produrre un mandato speciale, corredato dal certificato di buona condotta del mandante.

Soltanto i procuratori legalmente esercenti avanti il tribunale potranno offrire all'incanto per conto di persona da dichiararsi.

Il contratto dovrà, previa la prestazione della malleveria fatta entro il termine indicato dall'art. 2 dei capitoli d'onere, essere stipulato nelle forme e nei modi prescritti dalla legge nei venti giorni successivi alla data del deliberamento definitivo. Trascorso un tale termine senza che si presenti il deliberatario alla detta stipulazione, la rivendita verrà di nuovo messa all'incanto, ed il deliberatario precitato s'intenderà aver rinunziato al deposito del decimo suddetto.

Le spese tutte d'incanto, deliberamento e contratto sono a carico dell'appaltatore.

RIVENDITA DI GENERI DI PRIVATIVA *da appaltarsi sulla base dei capitoli d'onere approvati dal Ministero delle Finanze.*

UFFICIO in cui deve aver luogo l'incanto	Data: fissata per l'incanto – Anno	Mese	Giorno	Ora	Data: al mezzodì della quale scadono i fatali – Anno	Mese	Giorno	COMUNE borgata, luogo e numero della Rivendita	Annuo provento brutto della Rivendita	PREZZO di incanto
Intendenza di Finanza di Livorno	1874	Marzo	24	1 p.	1874	Aprile	8	Livorno, via Lami num. 3	Tabacchi L. 1291 52	L. 322 88

NB. L'Amministrazione non garantisce al nuovo appaltatore il locale in cui è stabilita la rivendita, ma solo il diritto di esercitarla nelle località adiacenti, e che presentino le medesime condizioni, allorchè sia provata la impossibilità di continuare l'esercizio nel medesimo locale.

Livorno, addì 4 marzo 1874.

1334 *Il Segretario:* A. CASINI.

L'INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI BRESCIA

Avvisa

Essersi smarriti i titoli di spesa indicati nel seguente prospetto:

QUALITÀ dei titoli	Numero	Bilancio in cui sono tratti – Esercizio	Numero del capitolo	Ministero	TITOLARI	OGGETTO	Ammontare complessivo
Buono su mandato a disposizione.	1	1873	171	Finanze	Botturi Cesare ricevitore prov. di Brescia.	Aggio sui versamenti	338 12
Id.	2	Id.	Id.	Id.	Id.	Id.	49 78

Invita chiunque avesse rinvenuto o rinvenisse i sovraindicati titoli a presentarli o a farli pervenire subito a questa Intendenza, avvertendo che trascorso infruttuosamente un mese dalla pubblicazione del presente avviso, ne saranno rilasciati i duplicati a forma dell'art. 459 del regolamento di contabilità, approvato con Regio decreto del 4 settembre 1870, n° 5852.

Brescia, addì 25 febbraio 1874.

1268 *L'Intendente:* PARRAVICINI.

BANCA AGRICOLA IPOTECARIA

SOCIETÀ ANONIMA

autorizzata coi RR. decreti 29 luglio 1868 e 11 giug. 1870

SEDE SOCIALE IN NAPOLI — Concezione a Toledo, N. 32

Gli azionisti della Banca Agricola Ipotecaria sono convocati in assemblea generale ordinaria pel giorno 20 marzo corrente anno, alle ore 11 antim., nella sede sociale sopra indicata, per discutere sulle materie fissate nel seguente

Ordine del giorno:

1° Relazione del Consiglio Centrale di amministrazione sull'andamento della Società a tutto il 31 decembre 1873.

2° Approvazione della relazione medesima.

3° Approvazione del bilancio consuntivo del 1873.

4° Ratifica di consiglieri nominati nel corso dell'anno.

5° Rinnovamento biennale della metà de'consiglieri.

Hanno dritto ad intervenire nell'assemblea generale tutti gli azionisti che presentino il *riscontro* di deposito de'rispettivi titoli di azioni, eseguito 24 ore prima presso le Casse sociali od altre Casse pubbliche dello Stato.

Napoli, 28 febbraio 1874.

1236 Il Consiglio Centrale di Amministrazione.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI REGGIO CALABRIA

AVVISO DI CONCORSO.

Dovendosi instituire una nuova rivendita dei generi di privativa nel comune di Caulonia, autorizzata con decreto ministeriale 6 febbraio 1874 (Direzione Generale Gabelle, n° 7769-1671, Div. IV) la quale deve effettuare le leve dei generi suddetti dal magazzino di vendita in Roccella Jonica, viene col presente avviso aperto il concorso per il conferimento della medesima, da esercitarsi nella località suaccennata.

Il reddito presunto per l'anno precedente, giusta il disposto dell'art. 4° del Regio decreto 2 settembre 1871, n° 459 (Serie seconda), è:

Riguardo ai tabacchi di . . L. 821 21
» al sali di . . . . » 293 »
E quindi in complesso di . . L. 1,114 21

L'esercizio sarà conferito a norma del precitato R. decreto 2 settembre 1871.

Chi intendesse di aspirarvi dovrà presentare a questa Intendenza la propria istanza in carta da bollo da 50 centesimi, corredata dal certificato di buona condotta, dagli attestati giudiziari e politici provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente, e da tutti i documenti provanti i titoli che potessero militare a suo favore.

I militari, gl'impiegati e le vedove, pensionati, dovranno aggiungere il decreto dal quale emerga l'importo della pensione di cui sono assistiti.

Il termine del concorso è fissato a tutto il giorno 30 del p. v. mese di marzo.

Trascorso questo termine le istanze presentate non saranno prese in considerazione e verranno restituite ai producenti per non essere state presentate in tempo utile.

Le spese della pubblicazione del presente avviso e quelle per la inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali, a norma del menzionato decreto Reale, si dovranno sostenere dal concessionario della rivendita.

Reggio Calabria, li 25 febbraio 1874.

1218 *L'Intendente:* PAGANO.

INTENDENZA PROV. DELLE FINANZE IN BRESCIA

N. 6432, sez. 2. 1ª amm.

AVVISO DI CONCORSO.

Resasi vacante la rivendita di generi di privativa situata nel comune di Roccafranca al n° 1, aggregata per le leve dei generi suddetti al magazzino di vendita in Chiari, col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento della medesima.

Lo smercio verificatosi presso l'anzidetta rivendita nell'anno precedente fu:

Rispetto ai tabacchi . . . L. 4,236 53
» al sale . . . » 3,190 »
E quindi in complesso . . . L. 7,426 53

che diede il reddito lordo di L. 612 21 in tabacchi e L. 116 in sali.

L'esercizio verrà concesso a norma del Reale decreto 2 settembre 1871, n° 459 (Serie seconda).

Chi intendesse aspirarvi dovrà presentare istanza a questa Intendenza in bollo da 50 centesimi, corredata dal certificato di buona condotta, dagli attestati politico-penali provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente, e da tutti quei documenti comprovanti titoli a suo favore.

I militari, gli impiegati e le vedove dei pensionati vi allegheranno il decreto dal quale emerga l'ammontare della pensione di cui sono assistiti.

Il termine del concorso è fissato ad un mese dalla data della inserzione nella *Gazzetta Ufficiale*, scorso il quale le istanze che si presentassero non saranno prese in considerazione.

Le spese per la pubblicazione del presente avviso, per l'inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali, a norma del decreto Reale, dovranno essere rimborsate dal concessionario della rivendita.

Brescia, addì 25 febbraio 1874.

1308 *L'Intendente:* PARRAVICINI.

DELIBERAZIONE. 848

(3ª pubblicazione)

Il tribunale civile di Napoli, in seconda sezione, nel 22 dicembre 1873, pronunziando, in camera di consiglio, sul rapporto del giudice delegato, ordina alla Direzione del Gran Libro del Debito Pubblico italiano, che tramuti in cartelle al portatore, da consegnarsi ai ricorrenti Giacomo, Giuseppe e Francesco Cava, il certificato di rendita di lire 85, iscritta al num. 22612, in testa a Maria Emmanuela Cava di Luigi.

1095 AUTORIZZAZIONE.

(2ª pubblicazione)

Per ogni conseguente effetto di ragione si notifica che il R. tribunale civile e correzionale di Milano con decreto 7 febbraio 1874, n. 110, autorizzò la Direzione del Debito Pubblico del Regno a tramutare il certificato di rendita pubblica italiana, n. 66053, in data di Milano 16 agosto 1870, della rendita di lire 50 (cinquanta), in testa di Virginia Garlera fu Giuseppe maritata Teruzzi di Milano, in un altro al nome di Alessandro Garlera fu Giuseppe, col vincolo d'usufrutto vitalizio a favore del dottor fisico Giuseppe Teruzzi fu Marcellino ed in godimento 1° gennaio 1874.

Milano, li 18 febbraio 1874.

Dott. Antonio Rossi
notaio in Milano incaricato.

796 DECRETO.

(3ª pubblicazione)

In nome di S. M. Vittorio Emanuele II per grazia di Dio e per volontà della nazione Re d'Italia.

Il tribunale civile di Livorno, composto degl'illustrissimi signori cav. avvocato Giovanni Miliani presidente, avvocato Giuseppe Savagnone ed avv. Agostino Bandini giudici, ha proferito il seguente decreto:

Visto il superiore ricorso;
Udita la relazione del giudice delegato;
Veduti i documenti prodotti;
Vista la requisitoria del Pubblico Ministero;

Attesochè l'alienazione della rendita di cui si tratta si presenta necessaria onde soddisfare alcune passività ereditarie, laonde merita accoglienza la dimanda,

Autorizza la ricorrente Clementina vedova di Giuseppe Brunori, quale legittima madre e rappresentante le figlie minorenni Angiola Rosa e Teresa Brunori a poter dichiarare affinchè la rendita nominale intestata al di lei defunto marito Giuseppe Brunori, dell'annua rendita di lire 10 consolidato 5 per 0[0, di n. 4022, svincolata dall'Amministrazione delle Poste nel dì 12 maggio 1873, ottenga la conversione in titoli al portatore, abilitando la medesima ricorrente nei nomi all'alienazione di detta rendita per estinguere le passività avvenute dopo il decesso del ripetuto Giuseppe Brunori.

Così deliberato in camera di consiglio del tribunale di Livorno questo dì 7 luglio 1873.

G. Miliani — L. Cecchi.

Per copia conforme
L. Cecchi vicecancelliere.

Avviso per aumento del sesto.

Alla pubblica udienza tenuta dal tribunale civile di Livorno la mattina del dì 3 marzo corrente rimase liberato a favore del signor dott. Antonio Petreni per persona da nominare il lotto unico dei beni immobili espropriati in pregiudizio di Tito Prezzolini per il prezzo di lire undicimilaicentodieci.

Il termine per l'aumento del sesto scade a tutto il 18 marzo corrente.

Dalla cancelleria del tribunale suddetto li 7 marzo 1874.

1424 Il vicecancelliere L. Cecchi.

Avviso per aumento del sesto.

Alla pubblica udienza tenuta dal tribunale civile di Livorno nel dì 3 marzo corrente rimase liberato a favore del signor dott. Giovanni Bertolacci per persona da nominare il lotto di n. 1 dei beni immobili espropriati in pregiudizio di Giacomo Filippo Bonesandi per il prezzo di lire dodicimiladucecento.

Il termine per l'aumento del sesto scade a tutto il 18 marzo corrente.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Livorno li 7 marzo 1874.

1425 Il vicecancelliere L. Cecchi.

SUNTO DI DECRETO.

(1ª pubblicazione)

Si deduce a pubblica notizia che il tribunale civile di Cuneo, sul ricorso sportogli da Biello Pietro fu Giuseppe, residente in Cuneo, ammesso al beneficio del gratuito patrocinio per decreto delli 31 gennaio ultimo, emanò decreto con cui dichiarò spettare in proprietà allo stesso Biello Pietro fu Giuseppe la cartella sul Debito Pubblico italiano della rendita di lire dieci, in data 28 marzo 1865, portante il n. 121500, intestata a Biello Paolo di Pietro, ed autorizzò la Amministrazione del Debito Pubblico italiano ad operare il tramutamento di detta cartella nominativa in altra al portatore da consegnarsi allo stesso Biello Pietro fu Giuseppe.

Cuneo, 1° marzo 1874.

1348 Costanzo Rovera proc. capo.

16° avviso. — Sez. II, N. 20859-8332.

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

AMMINISTRAZIONE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

Vendita di beni demaniali autorizzata colla legge 21 *agosto* 1862, *numero* 793, *estesa alla provincia di Roma con R. decreto del* 25 *novembre* 1870, *numero* 6060.

Si rende noto che essendo riesciti infruttuosi gl'incanti tenutisi nei giorni 30 maggio e 25 luglio 1873, alle ore 10 antimeridiane del giorno 13 aprile p. v., in una delle sale di questa Intendenza, avanti il signor intendente o chi per esso, si procederà a nuovi pubblici incanti per la definitiva aggiudicazione in favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti con ribasso del prezzo d'estimo.

Lotto 1° — Tre appezzamenti di terreno ortivo adacquativo, in territorio di Anzio, regione Villa Albani, con casa colonica e cinto da muro, della superficie catastale di tav. 21 40, pari ad ettari 2 14 . . . . L. 12,000

Lotto 3° — Due locali terreni in Albano, uno in via delle Grazie, n° 17 C, ad uso di granaio detto il Granarone, con area scoperta avanti l'ingresso, della superficie catastale di tav. 1, pari a centiare 10; l'altro sottostante in via del Collegio Nazzareno, n° 39, ad uso di cantina, della superficie catastale di tavole 0 10, pari a centiare 01 . . . . L. 14,000

L'asta sarà aperta sulla somma infraindicata per ciascun lotto, ed ogni offerta in aumento non potrà essere minore di lire 100. Il prezzo dello stabile dovrà essere pagato in cinque rate eguali, e la prima rata dovrà essere pagata fra 15 giorni dall'atto dell'aggiudicazione e le altre fra un anno d'intervallo dall'una all'altra coi frutti scalari alla ragione del 5 per cento.

Sarà dato l'abbuono del 7 per cento sulle rate che si anticiperanno a saldo del prezzo entro giorni 30 dalla data dell'aggiudicazione, e l'abbuono del 3 per cento sarà accordato sull'anticipazione delle rate successive entro due anni dalla medesima data.

Per essere ammessi a prendere parte all'asta, gli aspiranti dovranno prima dell'ora stabilita per gli incanti depositare a mano del segretario dell'ufficio procedente, o far fede di aver depositato nella cassa del tesoriere provinciale di Roma, in danari od in titoli di credito, una somma corrispondente al decimo del prezzo d'asta, che non sarà restituita agli aggiudicatari se non che dopo eseguito il pagamento della prima rata del prezzo di vendita ed il deposito delle spese d'asta nella somma presuntiva di lire mille per ciascun lotto, salva più esatta liquidazione.

La vendita è inoltre vincolata all'osservanza delle altre condizioni contenute nel capitolato generale e speciale, di cui sarà lecito a chiunque di prendere visione presso l'ufficio procedente dalle ore 9 antimeridiane alle 3 pomeridiane.

Gli incanti saranno tenuti col mezzo di pubblica gara, e l'aggiudicazione avrà luogo quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Roma, addì 10 marzo 1874.

1446 *Il Primo Segretario:* APPIOTTI.

BANCA AGRICOLA ITALIANA

L'assemblea generale degli azionisti della Banca Agricola Italiana è convocata per il giorno 30 (trenta) marzo corrente, a ore 12 meridiane, nelle sale della Banca medesima in Firenze, via dei Fossi, n° 16, secondo piano, secondo le norme contenute nel titolo V dello statuto sociale.

Ordine del giorno:

1° Rapporto del Consiglio d'amministrazione sulla situazione degli affari.

2° Discussione ed approvazione del bilancio a tutto l'anno 1873.

3° Determinazione del dividendo.

4° Elezione dei consiglieri d'amministrazione.

Firenze, 7 marzo 1874.

La Presidenza.

Avvertenze. Non possono intervenire all'assemblea che gli azionisti possessori di almeno 20 azioni (Art. 44 dello statuto).

Per intervenire all'assemblea occorre depositare alla cassa della Società le ricevute delle azioni o i certificati d'azione almeno 10 giorni prima di quello fissato per la riunione (Art. 45).

Nessuno può farsi rappresentare all'assemblea che da un altro azionista il quale abbia diritto di intervenirvi (Art. 46). 1422

SOCIETÀ ANONIMA DELLE MINIERE CARBONIFERE DELLA VELONA

Tutti i soci sono invitati ad intervenire all'assemblea generale che avrà luogo nella sede della Società in Genova, via Luccoli, n° 16, il giorno 21 marzo corrente, alle ore 12 meridiane.

A termini dello statuto, i soci dovranno presentare le loro azioni per essere ammessi all'adunanza.

1416 *LA DIREZIONE.*

Ordine del giorno:

Relazione sullo stato della Società — Comunicazioni e pratiche diverse.

INTENDENZA DI FINANZA IN BRESCIA

N. 1917, sez. 1-A

AVVISO DI CONCORSO

Essendosi resa vacante la rivendita dei generi di privativa situata in Capo di Monte, frazione del comune di Castenedolo, n° 3, la quale deve effettuare le leve dei generi suddetti dal magazzino di vendita di Brescia, viene col presente avviso aperto il concorso pel conferimento della rivendita medesima, da esercitarsi nella località da stabilirsi.

Lo smercio presumibile di un anno, tenuto conto di quanto prescrive l'art. 4 della legge 2 settembre 1871, n° 459 (Serie Seconda), è:

Riguardo ai tabacchi di . . . . L. 5,298 53
Id. ai sali di . . . . » 5,041 45
In complesso . L. 10,339 99

L'esercizio verrà conferito a norma del Reale decreto 2 settembre sopra citato.

Chi intendesse di aspirarvi dovrà presentare a questa Intendenza la propria istanza in bollo da cinquanta centesimi, corredata dal certificato di buona condotta, dagli attestati giudiziari e politici provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente, e da tutti i documenti costituenti i titoli che potessero militare a suo favore.

I militari, gl'impiegati e le vedove, pensionati, dovranno aggiungere il decreto dal quale emerga l'importo della pensione di cui sono assistiti.

Il termine del concorso è di un mese decorribile dalla data dell'inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale del Regno.*

Trascorso questo termine le istanze presentate non saranno prese in considerazione e verranno restituite al producente.

Le spese della pubblicazione del presente avviso e quelle per l'inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e negli altri giornali, a norma del menzionato decreto Reale, si dovranno sostenere dal concessionario della rivendita.

Brescia, febbraio 1874.

1309 *Per l'Intendente:* G. MAZOTTI.

P. N. 12391.

S. P. Q. R.

NOTIFICAZIONE D'ASTA.

Dovendosi eseguire i lavori occorrenti per la prosecuzione della via Nazionale nel tratto della prima sezione compreso dalla via delle Quattro Fontane a metri 23 00 oltre quella della Consulta, per la prevista spesa di lire 350,000; si previene il pubblico che alle ore 12 merid. del giorno 16 marzo corrente, stante la decretata abbreviazione dei termini, nella solita sala delle licitazioni in Campidoglio si esperimenterà la gara dell'asta per accensione di candela, a forma dell'art. 94 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, num. 5852, ed alle condizioni seguenti:

1. Le opere tutte che cadono nel presente appalto dovranno essere compiute nel termine perentorio di mesi sette a contare dal giorno della partecipata approvazione del contratto, salvo la condizione speciale che nei primi quattro mesi sia compiuta e sistemata in ghiaia la via Nazionale tra le Quattro Fontane e la Consulta, e l'accesso alla medesima dalla via de' Serpenti.

In caso che i sopraddetti termini vengano oltrepassati, l'appaltatore sottostarà per ogni giorno d'indugio alla penale di lire duecento, che andrà a beneficio della cassa comunale.

2. Gli aspiranti per essere ammessi alla gara dell'asta dovranno esibire:

a) Il certificato di moralità rilasciato dall'autorità del luogo nel quale il concorrente ha domicilio;

b) Il documento della capacità ed attitudine sua a condurre lavori d'importanza, firmato dall'ingegnerecapo di qualche pubblica Amministrazione, e di data non più remota di sei mesi;

c) La dichiarazione della Cassa comunale dalla quale risulti essersi eseguito il deposito di L. 5000 a titolo di cauzione provvisoria;

3. L'aggiudicatario definitivo dovrà, entro giorni otto dalla delibera, stipulare il regolare contratto, e depositare nella Cassa predetta L. 35,000 in moneta metallica, od in carta moneta avente corso forzoso o legale, od in cartelle del Debito Pubblico al corso di Borsa del giorno antecedente;

4. Il tempo utile a presentare mediante schede le migliorie di ribasso, non inferiori al ventesimo del prezzo della provvisoria aggiudicazione, resta stabilito alle ore dodici meridiane del giorno 23 marzo suddetto;

5. Le spese d'asta, e quelle occorribili pel conseguente contratto, sono ad intero carico del deliberatario definitivo.

Il capitolato speciale e l'annesso scandaglio sono ostensibili a tutti nella segreteria generale dalle ore 9 antim. alle 3 pom. di ciascun giorno.

Dal Campidoglio, li 9 marzo 1874.

1447 *Il Segretario Generale:* GIUSEPPE FALCIONI.

L'INTENDENTE DI FINANZA DI CALTANISSETTA

Avvisa

Che fu dichiarato lo smarrimento di tre Buoni emessi da questa Intendenza a favore dell'esattore comunale di S. Cataldo sul cap. 98 dell'esercizio 1873, coi numeri 227/40, 229/42 e 254/67; il primo per lire 78 73, l'altro per lire 119 52 e l'ultimo per lire 273 38.

Chiunque avesse rinvenuto i sovraindicati Buoni è invitato di farli pervenire subito a questa Intendenza di finanza per gli ulteriori provvedimenti.

Date a Caltanissetta il 6 marzo 1874.

Per l'Intendente di finanza di Caltanissetta
1451 SIMEONE.